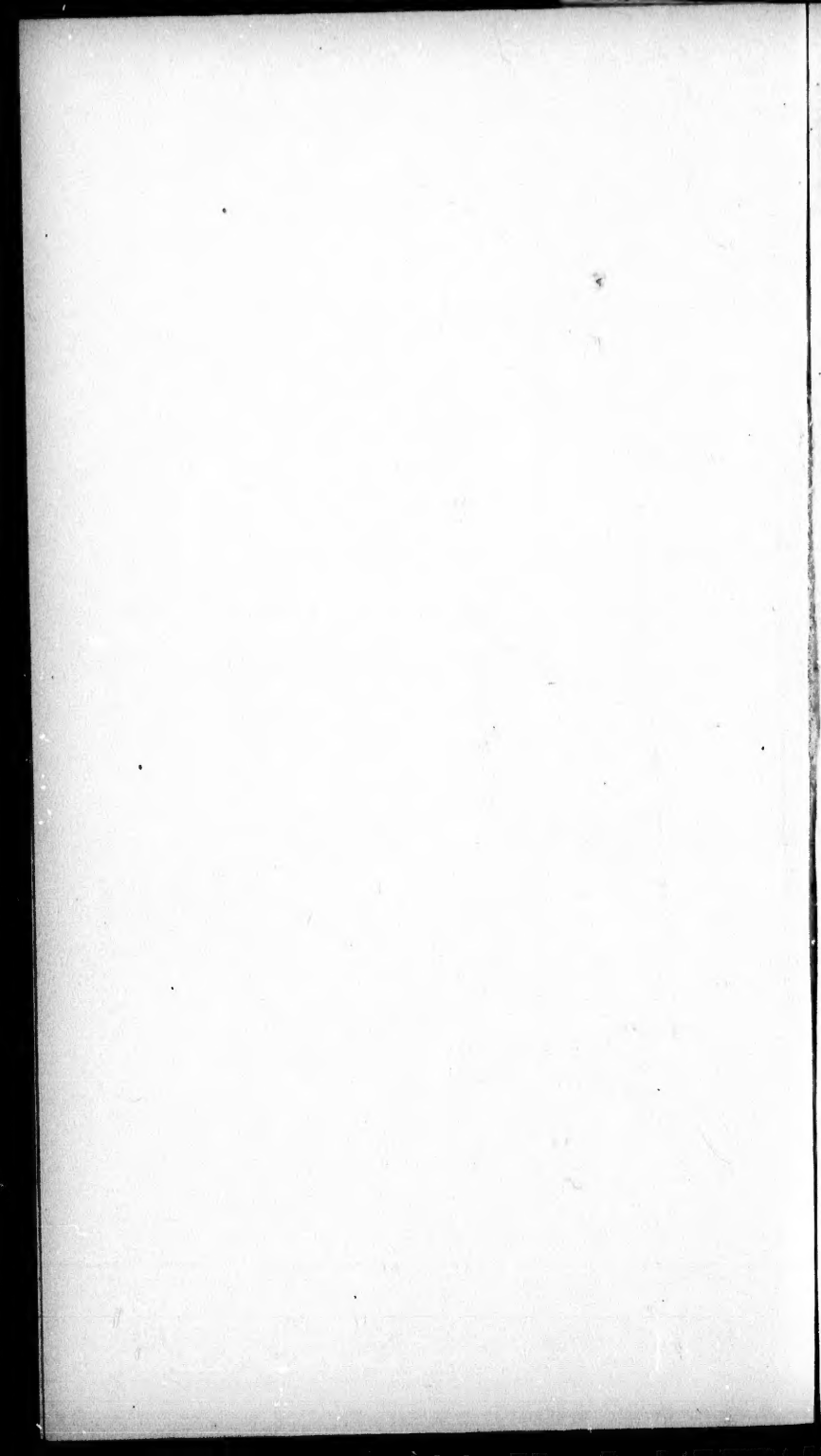


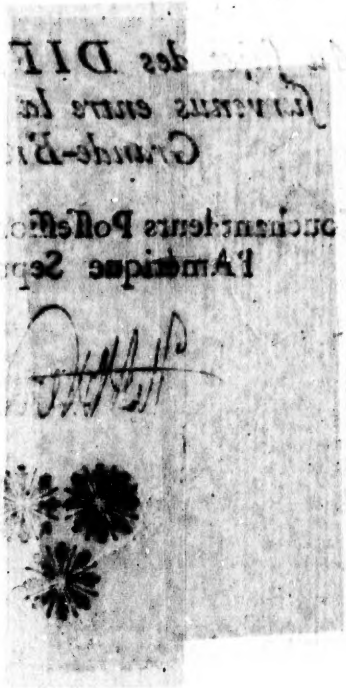
LETTRES
D'UN FRANÇOIS
A
UN HOLLANDOIS,

Au ſujet des **DIFFERENDS** *ſurvenus entre la France & la Grande-Bretagne,*

Touchant leurs Poſſeſſions reſpectives dans l'Amérique Septentrionale.

BIBLIOTHEQUE S.S.L.D. QUEBEC

MDCCLV.



LETTRES
D'UN FRANÇOIS
A
UN HOLLANDOIS,

Au ſujet des ***DIFFERENDS*** *ſurvenus entre la France & la Grande-Bretagne,*

Touchant leurs Poſſeſſions reſpectives dans l'Amérique Septentrionale.

LETTRE PREMIERE.

Tros Tyriuſve mihi nullo diſcrimine agetur.
VIRG.

MONSIEUR,

Si les différends qui s'élevent entre des particuliers, deviennent quelquefois aſſez intéreſſans pour exciter

la curioſité du public, vous pouvez croire qu'elle eſt encore plus puiſſamment réveillée par ceux qui diviſent les Nations entieres. Dans ces ſecouſſes que les querelles des Rois & des Grands donnent aux Empires, le ſort des particuliers ſe trouve intéreſſé, leur fortune demeure flottante parmi cette diverſité infinie d'événemens qui changent la face des Etats. Deux puiſſantes Nations, la France & l'Angleterre, ſont prêtes à balancer les hazards d'une guerre longue, cruelle & féconde en crimes, pour ſoutenir leurs prétentions réciproques ſur les limites de leurs poſſeſſions dans l'Amérique Septentrionale. Toute l'Europe a les yeux ouverts ſur ce grand événement; & il eſt à craindre qu'elle-même ne ſoit ébranlée par le choc de deux Puiſſances, dont chacune met tant de dégrés de force dans ſa balance. La même fatalité qui les rendit voiſines dans l'ancien Monde, s'eſt plû à les raprocher encore dans le nouveau, pour les mettre ſans ceſſe aux priſes l'une contre l'autre, & tenir en haleine cette haine immortelle

qui les a toujours diviſées. Il eſt bien triſte que ces deux vers d'un Poëte célébre ſoient ſi vrais dans leur application à ces deux Nations :

Les flambeaux de la Haine entre nous allumés
Jamais des mains du tems ne ſeront conſumés.

Les François & les Anglois, partout répandus, ont partout communiqué à ce qui les approche, la chaleur de leurs mouvemens. Leurs querelles ſont devenues l'entretien de toute l'Europe ; & comme dans les diſcours relatifs aux affaires préſentes c'eſt la paſſion qui parle, vous jugez bien, Mr, qu'on donne toujours raiſon à la Nation qu'on aime, & tort à celle qu'on ſe croit obligé de haïr. Cette maniere de décider, qui régle le droit des Nations ſur l'amour ou la haine qu'on leur porte, quoique très-vicieuſe en elle-même, eſt cependant celle qui ſe trouve le plus dans la bouche de nos politiques de Caffés. J'ai entendu juſqu'ici bien des gens raiſonner ſur les conteſtations préſentes ; mais dans tous leurs diſcours je n'ai vu que la forte envie qu'ils avoient,

que le parti qu'ils ont épouſé, et le bon droit de ſon côté, & non les raiſons qui le prouvent.

L'Anglois à été l'aggreſſeur par ſes écrits ainſi que par ſes armes. Une foule d'écrits, ſortis de la preſſe de Londres, ont été ſemés dans le public, pour appuyer les prétentions de la Nation Angloiſe. Si la violence du ſtyle caractériſe l'éloquence, on peut dire qu'elle ne parut jamais avec plus d'éclat que dans les écrits faits par les Anglois, au ſujet des limites de l'Acadie. Jamais, en effet, on invectiva contre la France avec tant de véhémence, de chaleur & d'impétuoſité. Il ſemble même que les Anglois aient oublié tous les égards, que la haine pour une Nation, quelque violente qu'on la ſuppoſe, n'autoriſe jamais à violer.

Pendant que Londres ſe rempliſſoit d'écrits, qui de-là comme de leur centre, alloient réveiller dans le reſte de la Nation cette haine qui lui eſt ſi naturelle contre la France, Paris n'oppoſoit à tant de Philippiques mordantes qu'un ſilence, que bien des per-

ſonnes ont pris pour un aveu de ſon impuiſſance à ſoutenir ſes prétentions. Ce que les gens ſenſés en ont conclu, c'eſt que la haine des François eſt moins ardente, moins active, moins impétueuſe, que celle de leurs fiers rivaux. D'ailleurs tranquilles ſur la foi des Traités, devant qui les Nations doivent baiſſer un front docile, les François laiſſent à ceux qui tiennent en main les rênes du gouvernement, le ſoin de défendre par des écrits pleins de force & de dignité les droits de la Nation. Mais en Angleterre tout citoyen eſt politique né : c'eſt une ſuite de la nature du gouvernement, qui permet à chacun de dire ce qu'il penſe, & d'écrire tout ce que les Loix ne lui ont pas défendu de dire ou d'écrire expreſſément. Londres eſt inondé de papiers publics, où le premier venu parle de politique, péſe les intérêts des Nations, s'amuſe à calculer des événemens, qui, vû la nature des choſes & le caprice de la fortune, c'eſt-à-dire, des hommes, ne ſont guéres ſoumis au calcul. Ces papiers que l'Etat ne permet, que parce qu'il

eſt néceſſaire que les particuliers raiſonnent, mais qu'il mépriſe comme les productions informes de gens, qui n'ont, pour la plûpart, d'autre talent pour écrire : que la licence de le faire, ſont les mémoires d'après leſquels bien des perſonnes ont décidé que les François donnent atteinte au Traité d'Utrecht. Il eſt certainement indifférent au Gouvernement Anglois, que les particuliers raiſonnent bien ou mal ; il ſuffit qu'ils raiſonnent : de-là ſort la liberté qui garantit les effets de ces mauvais raiſonnemens : mais il ne l'eſt pas également pour tout honnête homme qui aime la Vérité, d'être entraîné par les mauvais raiſonnemens de ces particuliers dans des erreurs, qui taxent d'infidélité à ſes engagemens, la Nation même qui les reſpecte davantage.

Quoique je n'euſſe encore rien lu en faveur de la France, je tenois cependant à elle par cette raiſon bien capable de balancer dans mon eſprit toutes celles que j'avois lues dans les Ouvrages Anglois. Quoi, me diſois-je à moi-même, la France, toujours ſage

dans ſes démarches, & ſi renommée pour ſa politique, auroit-t-elle formé le deſſein avec des forces maritimes ſi inférieures à celles de l'Angleterre, d'envahir en Amérique ſur ſa rivale des poſſeſſions qui ne lui appartiennent pas? La France connoît-elle donc ſi peu l'Angleterre, pour s'imaginer qu'elle pourra impunément diminuer le commerce de cette nouvelle Carthage, en reſſerrant ſa domination dans le nouveau Monde? Ignore-t-elle enfin, cette France, que c'eſt bleſſer l'Angleterre dans l'endroit le plus ſenſible & le plus délicat, que de fermer les canaux que s'ouvre tous les jours ſon commerce? J'inférois delà que tous les combats de la France ſur l'Ohio n'étoient point des actes d'hoſtilité, mais une défenſe juſte & légitime de ſes droits contre une Puiſſance ambitieuſe qui fondoit les ſiens ſur la force. Ce qui n'étoit pour moi, Mr, qu'une ſimple conjecture, tandis que j'ignorois les raiſons que la France alléguoit pour ſa défenſe, s'eſt converti pour moi en évidence, depuis que j'ai lu les mémoires des Com-

missaires des deux Nations. Le hazard a fait tomber entre mes mains un exemplaire de l'édition du Louvre, qui contient en 3. vol. in-4°, les Mémoires communiqués de part & d'autre, au sujet des limites de l'Acadie, & de l'Ile de Ste Lucie, avec les piéces justificatives qui servent de fondement à ces Mémoires. J'y ai admiré une éloquence simple & noble, calme & tranquille, qui tire toute sa force des raisons qu'on y manie avec beaucoup de dextérité. Les tours artificieux, les invectives sanglantes, & tous ces grands mouvemens, que les esprits mélancoliques prennent quelquefois pour de l'éloquence, ne doivent point se trouver dans les écrits de ces hommes publics, qui sont les organes des Nations, dont ils défendent les droits & les intérêts politiques.

Vous concevez, Mr, que s'il y a de la foiblesse dans les Mémoires d'une des deux Nations, on ne sauroit en accuser la médiocrité d'esprit de ceux qui les ont travaillés. Il est naturel qu'une Nation, pour soutenir ses droits, choisisse des personnes du pre-

nier mériter. Cette foibleſſe ne pourra donc être que l'effet d'un droit injuſte, que l'intérêt politique aura voulu fortifier des raiſons les plus ſpécieuſes & les plus éblouiſſantes.

Quoique les Mémoires des deux Nations déployent ce que la raiſon a de plus fort, de plus perſuaſif & de plus inſinuant; quoiqu'ils offrent le combat de tous les talens de l'eſprit & de toutes les reſſources de l'éloquence, contre tous les talens de l'eſprit & toutes les reſſources de l'éloquence, cependant il a été néceſſaire que le bon droit fît pencher la balance de ſon côté. Je crains bien, Mr, que votre prévention pour les Anglois ne m'accuſe d'en avoir pour les François, ſi je vous dis que les François, du côté des raiſons, ont autant de force & d'aſcendant ſur les Anglois, que vous prétendez que ceux-ci en ont ſur les autres, du côté du nombre des vaiſſeaux. Un coup d'œil jetté ſur les Mémoires des deux Nations me juſtifiera dans votre eſprit, d'un reproche ſi peu mérité, & forcera tous les préjugés contraires. Je ſuis homme

avant que d'être d'aucune nation ; & la raiſon qui doit ſervir de flambeau à tout homme dans ſes raiſonnemens, m'a appris à franchir les barriéres imaginaires qui ſéparent les peuples, & à embraſſer, à l'exemple de l'Etre ſouverain qui les a créées, tout le genre humain dans ma bienveillance.

Pénétré de cette maxime du droit naturel, j'ai lu avec toute l'attention dont je ſuis capable, les Mémoires des deux Nations. J'ai oſé tenir la balance entre des combattans ſi reſpectables. J'ai vu ſes bras s'élever ou s'abaiſſer en raiſon des poids dont ils étoïent chargés. Après quelques légéres oſcillations, elle a penché du côté des François, & je me ſuis ſouvenu alors que je l'étois. Il m'a paru que les Commiſſaires François préviennent toutes les difficultés qu'on pouvoit leur faire ; qu'ils ſuivent pied à pied les Commiſſaires Anglois dans les vaſtes détours du labyrinthe où ils cherchent à les égarer ; qu'ils les ramenent conſtamment aux termes du Traité d'Utrecht ; que leur commentaire en eſt ſimple, clair & précis ;

ue les Traités de S. Germain & de réda ne ſauroient appuyer les pré-entions Angloiſes ſur la fixation des mites de l'Acadie ; qu'ils font ſans-eſſe ſortir de la pouſſiére où il eſt en-eveli, le droit qu'ont les François ſur es Pays qui leur ſont aujourd'hui con-eſtés par les Anglois.

Sur le ſimple énoncé des raiſons ue préſentent les mémoires des deux Nations, il n'y a perſonne, à moins ue le bandeau de la prévention ne ſoit ur ſes yeux, qui ne convienne que es Anglois ſont eux-mêmes les infra-teurs du Traité d'Utrecht. Mais eſt-ce n ſujet de ſe perſuader qu'une telle propoſition n'effarouchera point les eſ-prits ? Non ; c'en eſt un autre contrai-e très-légitime de craindre, qu'elle e produiſe cette impreſſion ſur le plus grand nombre. Ils ſubſiſtent encore ces ſentimens de jalouſie, qu'alluma dans toute l'Europe cet éclat de gloire & de grandeur, que Louis XIV ré-pandit ſur ſon régne durant le cours heureux de ſes victoires. Elle vit en-core au fond des cœurs ulcérés cette haine implacable, dont les remplit

tous la persécution qui s'alluma dans la France contre les Réformés. Le temps n'a point encore miné, ni fait écrouler sous ses fondemens, ce fantôme de Monarchie Universelle, dont une adroite politique sut effrayer les Nations, au point de réunir toutes leurs forces contre la France. Nourris dans une vieille haine contre la France, qui semble avoir pris de nouvelles forces avec le tems qui auroit dû l'affoiblir; combien d'esprits, Mr, se fermeront aux raisons qui assûrent aux François leurs droits, par cela seul qu'elles leur seront favorables? Il n'y a que des têtes de la meilleure trempe, qui puissent aller à travers les préventions injustes de la haine, jusqu'à la Vérité même; & ces têtes-là sont, vous le savez, extrêmement rares.

La Religion pour les uns, l'ambition pour les autres, semblent avoir été, dans tous les tems, le moment critique du bon sens & de la probité d'une infinité de personnes, qui n'ont eu autrefois, & n'auront encore aujourd'hui, d'autre raison pour condamner les François comme perturba-

eurs du repos public, & violateurs es Traités, sinon qu'ils pensent différemment qu'elles, en fait de Religion, ou qu'ils travaillent constamment à effectuer leur projet de la Monarchie Univervelle. Il est vrai que les François sont Catholiques-Romains : mais qu'a de commun leur Religion avec les différends survenus entr'eux & les Anglois, au sujet des limites de l'Acadie ? Fussent-ils cent fois plus hérétiques, que ne le croyent les Protestans, le droit des Anglois n'en seroit pas pour cela mieux établi vis-à-vis d'eux.

Pour juger ici sainement de quel côté est le véritable droit, il faut, Mr, être capable de dire ou d'entendre dire sans adoucissement, que les Anglois sont d'injustes aggresseurs, s'il est vrai qu'ils le soient ; il faut avoir la hardiesse de croire que les François peuvent valoir les Anglois ; il faut pouvoir digérer qu'on les compare les uns aux autres, grand & prodigieux effort de raison ! A en croire certaines personnes, qui n'aiment tant les Anglois que parce qu'elles haïssent extrê-

mément les François ; les Anglois ſont paîtris d'un autre limon que le reſte des Mortels : ce ſont des demi-Dieux, il eſt bien étonnant que l'amour-propre n'ait pas ſauvé l'indécence d'un raiſonnement ſi ridicule à ce tas de perſonnes, qui en ſont le bruyant écho.

On a répété dans mille Ecrits divers, que la France, à l'ombre des jalouſies qu'elle ſema autrefois contre la Maiſon d'Autriche, étoit enfin parvenue à établir ſa propre grandeur ſur les débris de celle de ſa rivale ; qu'après l'avoir arrêtée dans ſes projets ambitieux, elle s'étoit miſe elle-même à ſa place ; qu'à ſon exemple elle avoit formé & conduit le projet d'une Monarchie Univerſelle. Je n'examine point ce qu'il peut y avoir de vrai dans une accuſation, à laquelle les craintes qu'inſpiroit alors la trop grande puiſſance de Louis XIV donnerent peut-être naiſſance plutôt que des raiſons juſtes & légitimes. Mais les raiſons qu'on fit alors valoir contre la France, comme tendant à donner la loi à toute l'Europe, ne pour-

roient-elles point avoir, dans le tems préſent, une juſte application à la conduite de l'Angleterre ? Ne pourroit-elle point, à l'ombre des jalouſies qu'elle a ſemées à ſon tour contre la France, aſpirer elle-même à cette domination univerſelle, dont elle a tant de fois rejetté le projet ambitieux ſur ſa rivale ? Forte de la haine qu'elle a fomentée chez ſes Alliés contre la France, ne pourroit-elle point endormir leurs intérêts politiques, épaiſſir de plus en plus le voile qui les aveugle; creuſer ſous leurs pas l'abîme, où ſa ſourde ambition, s'ils ne ſe réveillent bientôt, pourra les précipiter un jour ? A Dieu ne plaiſe que s'accompliſſe la prophétie d'un Miniſtre de la Reine Anne, qui avoit coutume de dire : *un tems viendra, où l'on n'oſera tirer en Europe un coup de canon, ſans la permiſſion de l'Angleterre.* Les ſaillies d'une tyrranie naiſſante ne ſe trouvent que trop dans la bouche des Anglois. Si l'étendue de leur pouvoir ne les a pas rendu encore des tyrans, du moins ils en affectent déja le langage.

Si les François n'avoient pour eux que leur bon droit, & que les Anglois ne violaſſent qu'à leur égard le droit ſacré des Gens, je doute, Mr, que leurs raiſons, toutes ſolides qu'elles me paroiſſent, produiſiſſent l'effet qu'elles doivent naturellement produire, & qu'elles fuſſent capables de balancer les raiſons toujours plus fortes, qu'oppoſe ſouvent à la juſtice l'intérêt politique. Mais l'injuſtice des Anglois ſe fait ſentir à d'autres qu'aux François. J'ai ſurpris dans mille occaſions les plaintes, qui échappent à pluſieurs Négocians Hollandois, à travers cette prédilection marquée qu'ils ont pour l'Angleterre. Vous-même, Mr, combien de fois n'avez-vous pas accuſé d'injuſtice leurs loix, qui ſont ſi rigides à l'égard du Commerce & de la Navigation qu'on fait chez eux, qu'ils ſemblent ne négocier avec les Hollandois leurs plus intimes Alliés, que comme ils feroient avec des ennemis! Je me flatte que cette raiſon, tirée de l'intérêt nationnal, vous ouvrira les yeux ainſi qu'à pluſieurs de vos compatriotes, ſur la force de celles dont

es Commiſſaires François dans leurs Mémoires appuyent leur défenſe. Comme ces Mémoires, par l'édition ue j'apprends qui s'en fait actuellement à Amſterdam, ſe trouveront ientôt entre les mains de tout le onde, vous verrez dans leur ſource même les raiſons qu'ils contiennent. e ne pourrois rien en détacher, ſans s affoiblir. C'eſt dans toute leur étendue qu'il faut les lire, pour en ſentir toute la force. D'ailleurs elles ſont abondantes, ſi multipliées, qu'elles e laiſſent rien à ajoûter à ceux qui oudroient le faire.

Mais ce que les Commiſſaires Franois n'ont point fait, ce qu'ils n'ont oint dû faire, parce qu'il n'eſt pas oujours convenable de faire ſentir à Nation, avec qui l'on traite, l'étenue de ſes injuſtices; ce qui donnera leurs raiſons une force qu'elles ont pû recevoir de la circonſpection, ue leur impoſoit leur qualité de Néociateurs chargés des affaires de leur Nation; je le ferai avec vous, moi, omme ſimple particulier, qui n'a ici autres intérêts à ménager que ceux

de la Vérité. Je vous retracerai, Mr, une partie des injuſtices, dont les Anglois ſont coupables à l'égard même de ceux auxquels ils ſemblent ne s'être liés que pour mieux les perdre ; je démaſquerai le myſtére de leur politique ; j'en percerai les ſombres profondeurs ; je ſuivrai la trace de leurs pas dans les routes obliques qu'ils ſe ſont frayées ; je porterai la lumiere ſur les ombres dans leſquelles ils enveloppent ce ſiſtême d'élevation qu'ils n'ont jamais perdu de vue, auquel ils rapportent tout : Alliances, émotions populaires, Guerres étrangéres ; j'expoſerai les principes du droit arbitraire des Gens qu'ils ſe ſont faits, & en conſéquence deſquels ils dirigent toutes leurs démarches ; je frapperai principalement ſur cette Souveraineté des Mers, qu'ils s'arrogent, au mépris de la Nature, qui a voulu qu'elles demeuraſſent toujours dans la Communauté primitive des choſes. Ce tableau, dont certains faits éclatans formeront les principaux traits, vous indignera, Mr, contre une Nation à qui la force tient lieu de toute juſtice

ans ſes procédés violens contre tous
eux qui travaillent à étendre les
ranches de leur Commerce. Peut-
tre temperera-t-il l'ardeur de ces
ommes, qu'une impulſion machina-
, plutôt que la raiſon, a attachés
ux intérêts de l'Angleterre.

La France a-t-elle droit de faire la
Guerre, pour retenir les pays, que
l'Angleterre prétend avoir été uſurpés
ur elle, contre la foi du Traité d'U-
recht? Pour réſoudre cette queſtion,
ne faut qu'être initié dans la Juriſ-
rudence, & qu'être inſtruit des rai-
ons que fait valoir chaque Nation
our ſa défenſe, pour les accommoder
ux principes de cette ſcience. Les
Mémoires des Commiſſaires tant An-
lois que François, ſont les piéces du
rand Procès qui intrigue ſi fort au-
ourd'hui l'Europe. Ce que l'épée des
ouverains n'a pas encore décidé,
haque particulier peut le faire par les
rincipes du Droit des Gens.

La France, quoiqu'autoriſée à pren-
re les armes pour venger ſes droits
leſſés, peut-elle en bonne politique le
aire? A-t-elle des forces maritimes

ſuffiſantes pour faire parler ſon droit. Cette queſtion là, Mr, ne doit être réſolue que par la Cour de Verſailles, ſeule capable de connoître ſes forces reſpectives, celles de ſes ennemis, leurs reſſources mutuelles dans les alliances qu'ils ont contractées. Il me conviendroit très-peu de peſer dans une balance que les Politiques ſeuls ont droit de toucher, les forces des deux Nations. La ſuite des événemens nous apprendra de quel côté s'eſt trouvée la meilleure politique, la ſageſſe des entrepriſes les mieux concertées, le meilleur emploi des forces, les reſſources les plus abondantes & les mieux ménagées, la plus grande capacité dans les opérations maritimes & militaires. Toutes ces choſes ſont encore cachées pour nous dans la nuit des tems. C'eſt aux événemens à les en tirer, & non aux conjectures frivoles de certains Politiques, qui du ſombre réduit, où les retient leur obſcurité, gouvernent l'Univers où ils meurent de faim, & devinent toujours ce qui n'arrive jamais.

LETTRE SECONDE.

Et penitùs toto divisos orbe Britannos,
VIRG.

MONSIEUR,

Ce que le Poëte Latin a dit des anciens Bretons, qu'ils étoient divisés d'avec tout l'Univers par la mer qui les environne, est encore plus vrai de la division que la politique a mise entre les Bretons modernes & les autres Peuples. Plus on étudie le génie & le caractére de la Nation Angloise, plus il semble qu'on soit en droit de ne la point regarder comme faisant partie de cette République universelle, qui embrasse dans son sein toutes les Nations. Au lieu d'adopter cette maxime du vieillard de Terence : *Je suis homme ; & rien de ce qui touche l'humanité ne m'est étranger*, ils ont substitué celle-ci plus conforme à leur politique, *je suis Anglois ; &*

tout ce qui ne l'eſt pas eſt pour moi comme s'il n'exiſtoit pas. Cette indifférence pour les autres Nations a naturellement fortifié leur attachement pour la leur ; & à force d'être de mauvais citoyens dans la République univerſelle, , ils ſont devenus d'excellens patriotes. Cette qualité ſans-doute ſeroit bien plus louable, ſi elle n'endommageoit point par ſon excès l'affection que tout citoyen du Monde doit nourrir en ſoi pour les autres Nations, & qu'elle n'anéantît point la grandeur & l'énergie de ces ſentimens nobles & généreux, qui dilatant le cœur y renferment tout le genre humain. Je voudrois que les Anglois ſe ſouvinſſent qu'ils ſont hommes, avant que de ſe ſouvenir qu'ils ſont Anglois ; je voudrois qu'ils fiſſent ceder à l'intérêt du Monde celui de leur nation. Elle n'eſt cette Nation dans l'Univers que ce qu'eux-mêmes en particulier ſont dans ſon ſein. Comme donc ils ne pourroient que haïr & déteſter tout particulier qui ſacrifieroit à ſes intérêts perſonnels ceux de toute ſa Nation

Nation, ils doivent croire qu'ils exciteront contr'eux dans les autres Nations les mêmes ſentimens de haine & d'indignation, après que le tems aura fait tomber de leurs yeux le voile qui les aveugle aujourd'hui ſur ces ſentimens intéreſſés qui concentrent l'Angleterre entiere dans elle-même, & mettent entr'elle & le reſte de l'Univers comme un mur de diviſion.

La Patrie eſt l'idole, à laquelle les Anglois ſacrifient tous les ſentimens que la voix de la nature, s'ils pouvoient l'entendre, leur dicte envers leurs ſemblables. Leur amour pour elle les a deſſechés juſques dans leur ſource. Moins cet amour leur en laiſſe pour ce qui n'eſt pas Anglois, plus il acquiert lui-même de force, & leur fait faire de grandes choſes pour la Patrie.

C'eſt un beau ſpectacle de voir réunir tous les efforts d'une Nation, qui tendent à l'élever de plus en plus, & à lui donner ſur toutes les autres une ſupériorité qui flate ſon ambition. Ce ſpectacle ſi beau, ſi

digne de l'homme, nous eſt donné par l'Angleterre. Oui, Mr, ſi l'on excepte peut-être les Romains, je ne crois pas qu'il y ait eu dans tout l'univers aucune Nation, où l'émulation, l'amour de la patrie, ayent fait pour elle tant & de ſi grandes choſes. Tous les reſſorts du Gouvernement y ſont ſans-ceſſe tendus. Tous les citoyens ſont attentifs à maintenir contre les Puiſſances étrangeres la fortune & la gloire de l'Etat. Tous les citoyens ſemblent occupés de la choſe publique, chacun, ſuivant ſa capacité; chaque jour enfante des Ouvrages ſur toutes les matieres publiques. Combien d'artiſans mêmes ſe ſont élevés à la qualité d'auteurs, à qui le zéle pour leur Nation a tenu lieu de génie, & leur a fait écrire, mal ſans-doute, mais de bonnes choſes ſur les métiers qu'ils exercent avec intelligence! Prenez, Mr, la peine de relire l'excellent ouvrage qui a pour titre *Avantages & déſavantages de la Grande-Bretagne*, &c; vous y trouverez une liſte d'un grand nombre de citoyens, qu'enflamma

l'amour de la patrie, & qui sacrifiérent leurs fortunes à l'encouragement de l'Agriculture, à la perfection des Manufactures, à la propagation du Commerce.

C'est une histoire bien intéressante pour l'humanité, que celles des actions particuliéres ou l'amour du bien public s'est peint. Cette histoire, Mr. est celle de l'Angleterre, sur-tout depuis l'heureuse époque, où dans les mers de sang elle noya l'idole du Pouvoir despotique. Au récit de ces actions, que la Nation a consacrées tant de fois par ses éloges, qu'elle a récompensées par des statues & d'autres monumens publics, qui sont devenues l'entrerien éternel de tous les particuliers, qui remplissent les livres dans lesquels on apprend à lire à la jeunesse; il n'y a point d'Anglois qui n'entre dans une espéce de fureur, pour mériter à son tour par des actions semblables l'amour & l'estime de sa patrie; il y a point d'Anglois, qui ne verse des larmes, lorsqu'il ne peut former sur elle que des vœux impuissans.

Le renoncement à ſoi-même, qui eſt toujours une choſe très-pénible, la préférence continuelle de l'intérêt public au ſien propre, qui n'eſt point diſtingué de l'amour des loix & de la patrie, ſont, pour ainſi dire, le fond d'une ame Angloiſe. Ces qualités, en même tems qu'elles ont porté ſi loin la grandeur & la puiſſance de l'Angleterre, leur ont mérité chez les autres Nations une conſidération d'autant plus grande, qu'il eſt plus rare d'y trouver des citoyens auſſi parfaitement dévoués aux intérêts publics. On s'eſt inſenſiblement accoutumé à n'enviſager les Anglois que par ce côté brillant; & on n'a pas fait attention que ces vertus, auxquelles ils s'exercent, ſont fatales à l'Univers. Ils ont fait au monde la même illuſion que lui firent autrefois les anciens Romains; ils ont ſurpris ſon amour, ſon admiration pour des vertus qui lui raviront peut-être un jour ſa liberté. Car enfin ce dévouement qu'ils jurent à leur patrie, & qui nous charme ſi fort en eux, n'eſt que la déclaratio

d'une haine mortelle contre toutes les Nations, qu'ils voudroient asservir & rendre tributaires de leur commerce. Ils s'aiment trop eux-mêmes pour aimer les autres. Leur amour de la patrie me paroît moins une vertu, qu'un outrage fait à l'humanité. Croyez moi, Mr; cet esprit qui porte les Anglois au bien général de leur Nation, nous en avoit d'abord imposé. En l'approfondissant jusques dans ses replis les plus cachés, on y trouve le germe de toutes sortes d'injustices.

Les Anglois aiment à se comparer aux anciens Romains, autant qu'ils peuvent; & peut-être n'ont ils pas tort. Mais, en le faisant, ils se condamnent eux mêmes. Savent-ils que ces Romains, le premier peuple conquérant, fut aussi le plus injuste de tous? L'Histoire des conquêtes de Rome, qu'est-elle autre chose que l'Histoire de ses injustices envers les Rois & les Nations, qu'elle subjugua insensiblement, sous couleur de les protéger & de les défendre? L'équité avec laquelle cette

fiére Maîtreſſe du Monde gouvernoit les peuples ſubjugués, n'effaçoit point l'injuſtice de ſes conquêtes. La force qu'elle avoit, devoit être employée à conſerver ſon bien, & non pas à uſurper celui d'autrui. L'admiration que nous inſpirent pour elles les conquêtes rapides, par leſquelles elle enchaîna ſous ſes loix tout l'univers, & qui depuis tant de ſiécles ont le droit d'en impoſer à notre foible imagination, ne ſauroit préſcrire contre la raiſon qui les condamne, & qui ne voit en elles que d'illuſtres injuſtices.

On croit faire beaucoup, Mr, que de ſe dépouiller de cet intérêt perſonnel qui nous attache à nous-mêmes. L'on ne s'imagine pas, qu'il puiſſe y avoir de l'excès dans l'amour de la patrie, cette paſſion d'une eſpéce héroïque : mais on ſe trompe; pouſſé trop loin, l'amour de la patrie trouble par ſon excès toute l'économie des inclinations ſociales par rapport aux autres Nations, qui ont droit à notre tendreſſe. La Religion même, cette autre paſſion

peut-être encore plus héroïque, ſeroit trop énergique en celui qu'une contemplation immodérée des choſes céleſtes, qu'une intempérance d'extaſe refroidiroit ſur les offices de la vie civile & les devoirs de la ſociété. La vertu ceſſe d'être vertu, lorſqu'elle n'eſt pas retenue dans de certaines bornes. C'eſt en prenant conſeil de la raiſon, qui ne conſeille jamais les extrêmes, qu'elle reçoit ſon véritable luſtre, & qu'elle ne tombe point dans des excès dangereux. La raiſon veut qu'on rende à ſa patrie & à la république univerſelle des Nations, dont elle n'eſt qu'une petite partie, tout ce qu'on leur doit, ſans remplir une de ces obligations au préjudice d'une autre. Elle ſait les concilier entr'elles par une ſubordination ſage & meſurée.

Il y a, Mr, dans la politique, comme dans la religion, une certaine fougue de zéle, & je ne ſais quel entouſiaſme, qui nous expoſe ſouvent à commettre de grandes injuſtices. Les Anglois ſe vantent d'avoir ſû s'en délivrer quant à la re-

ligion : mais il eſt bien déterminé qu'ils ne l'ont pas fait quant aux intérêts de la Nation. Ils ſe montrent auſſi injuſtes dans les moyens qu'ils prennent pour élever leur Nation (permettez cette expreſſion qui ne ſera que trop juſtifiée dans la ſuite par des faits) qu'ils prétendent que les Catholiques le ſont dans leur zéle pour étendre leur religion. Ils détruiſent auſſi volontiers par le fer tout ce qu'ils rencontrent dans leur chemin qui n'eſt pas Anglois, & qui s'oppoſe à leur commerce, que l'eſprit d'intolérance & de fureur chez les Mahométants, détruit par le fer tout ce qui n'eſt pas Muſulman.

Je me ſuis étonné bien des fois, Mr, de voir que les Anglois, qui craindroient d'être injuſtes envers leur patrie, en ne ſacrifiant point leurs intérêts publics, craignent ſi peu de l'être envers la patrie commune, dont ils réputent pour rien les intérêts. Comment eſt-il poſſible que des gens, qui ont des principes de vertu dans tout ce qui regarde leur Nation, les oublient ſi facilement,

lorſqu'il s'agit des autres Nations?

Peut-être s'imaginent-ils qu'une injuſtice, qui a pour objet l'intérêt général d'une Nation, ceſſe d'en être une, ou du moins qu'elle ſe perd ou même s'abolit dans le-grand nombre de ceux qui s'en rendent coupables : à peu près comme une goute de la teinture la plus noire s'éclipſe & diſparoît quand elle eſt mêlée & confondue dans une grande quantité d'eau. Mais 1° ni l'intérêt du bien public, ni le grand nombre de perſonnes ne peuvent légitimer ce qui eſt injuſte en ſoi ; d'un autre côté le crime, à force de ſe répandre, ne ſe perd ni diminue ; il ſe multiplie plutôt qu'il ne ſe partage. Il en eſt du crime comme de la matiere qu'on peut diviſer à l'infini, mais dont chaque portion a toute l'eſſence de la matiere, & renferme autant de parties qu'en avoit le tout, avant qu'on le divisât. Le crime & la peine qui le ſuit, ſont un fardeau auſſi péſant ſur la tête de chaque individu d'une foule coupable, qu'ils le ſeroient ſur chaque particulier, qui n'auroit pas un ſeul complice.

Je vous ai entendu, Mr, déclamer une infinité de fois contre l'ambition de la France; & même je puis dire que ce préjugé, dont je n'ai pas le tems de détruire ici l'injuſtice, n'eſt pas une des moindres cauſes qui donnent tant d'activité à cette haine dont la plûpart de vos compatriotes brûlent contre cette Monarchie. Ils ſe la repréſentent continuellement avec toutes ſes forces, prête à tomber ſur la Hollande, ſoit pour l'envahir ou la ſubmerger ſous les flots, que ſon induſtrie a égarés dans l'enceinte profonde d'une multitude de canaux. Il me ſemble que les vûes pacifiques & dépouillées d'ambition, dont Louis XV a donné une preuve bien éclatante à toute l'Europe, en ne gardant rien pour lui de ce qu'avoient conquis ſes armes, devroient bien enchaîner la haine des ennemis naturels de la France, s'il eſt vrai qu'elle ne ſoit fondée que ſur ſon ambition. Cette modération inouie qu'on n'avoit pas attendue d'un Prince que la victoire avoit couronné tant de fois, & qui tant de fois comme l'Homere de Jupiter avoit envoyé

la terreur parmi ſes ennemis, devint un problême pour l'Europe, qui ne reconnut plus à ce trait la politique de la maiſon de Bourbon. Mais pour qui ce problême étoit-il inexplicable, ſi ce n'eſt pour ceux qui ſuppoſent à la France plus d'ambition qu'elle n'en a effectivement; qui prennent pour de l'ambition les deſſeins vigoureux qu'elle exécute avec autant de force que de prudence, pour ſoutenir la gloire & la dignité de ſa couronne? Otez pour un moment à la maiſon de Bourbon tous ces ſentimens ambitieux, qu'on ne lui prodigue ſi volontiers que parce qu'elle eſt une Puiſſance redoutable, & vous verrez alors que tout s'explique dans ſa conduite, & qu'elle n'eſt point ſortie de ſa route naturelle. Quoique vous en diſiez, Mr, il eſt plus naturel de ſe perſuader qu'elle n'eſt pas dévorée d'une ambition auſſi ardente qu'on le dit, que de ſuppoſer que ſon ambition ſe ſera oubliée, endormie dans la dernière guerre, dont les circonſtances favorables lui permettoient de ſe déployer dans toute ſon étendue. Mais je vous per-

mets de penſer ce qu'il vous plaira de l'ambition de la maiſon de Bourbon ; je vous mets ici à votre aiſe : mais vous & vos compatriotes, n'auriez-vous donc rien à craindre de l'ambition de l'Angleterre ? êtes-vous bien sûr qu'elle n'en veuille point à vos libertés ? cette diminution de votre puiſſance maritime, à laquelle elle porte tous les jours de nouveaux coups, & des coups toujours mortels, & qu'elle ſappe peu à peu par ſes fondemens, vous paroît-elle donc y donner de moindres atteintes, que la priſe de quelques-unes de vos places ? Vous n'en êtes pas là avec les François, qui vous ont rendu toutes vos places, qu'ils n'avoient occupées que pour leur propre sûreté, & uniquement dans le deſſein d'arrêter ou de prévenir les dangereux effets de la protection, que la république accordoit aux troupes de la Reine de Hongrie & du Roi d'Angleterre. Le Commerce n'eſt-il pas l'ame de votre république ; & travailler ſans ceſſe à le diminuer, comme vous convenez que le fait l'Angleterre, n'eſt-ce pas en

vouloir directement à sa liberté, & lui témoigner la plus mauvaise volonté qu'on puisse avoir contr'elle ? Votre Commerce une fois détruit, quel autre parti vous restera que de rompre vos digues, & de vous ensevelir sous les flots, qui n'aguère vous rendoient si puissans ?

C'est une chose bien funeste que l'ambition des Monarques, mais pourtant beaucoup moins que celle d'un peuple qui est lui-même son souverain. Comme le peuple ne meurt point, il n'y a pas un moment de perdu pour l'ambition. Il suit constamment son projet ; il n'est arrêté par aucuns obstacles ; pour en triompher il s'arme de constance & de valeur, vertus convenables à sa situation ; & ses vertus se confondent chez lui avec l'amour de soi-même, de sa famille, de sa patrie, & de tout ce qu'il y a de plus cher parmi les hommes. Mais dans le gouvernement d'un seul, l'ambition ne produit point des effets si constans, si soutenus. Les Princes ont dans leur vie des périodes d'ambition ; après quoi d'autres passions &

l'oiſiveté même ſuccedent. D'ailleurs un Prince n'eſt pas immortel ; & celui qui lui ſuccede, a ſouvent d'autres idées, des vertus ou des défauts mêmes qui contrarient l'ambition. Un Prince, par exemple, ſera un aigle pour les affaires, ſa vue perçante ſaiſira les rapports les plus compliqués, rien n'échappera à ſon étendue, il verra les cauſes juſques dans leurs effets les plus éloignés ; tout aura été prévu de ſa part, & les obſtacles qu'il rencontrera dans ſon chemin comme les reſſources qu'il employera pour les lever. Rien de ce qui eſt néceſſaire pour réuſſir ne lui manquera, ſi ce n'eſt de prévoir que ſon caractère léger, inappliqué & volage exige de lui qu'il faſſe exécuter par un autre ce qu'il a projetté. S'il employoit à s'étudier ſoi-même cet eſprit ſi ardent à concevoir, digérer & ordonner un grand deſſein, il s'appercevroit que ſon ambition n'eſt point aſſez forte pour triompher de ſon indolence naturelle ; que ſon eſprit n'eſt point aſſez patient pour s'accommoder des lenteurs néceſſaires pour meurir un

deſſein ; qu'il eſt trop ami de ſes plaiſirs, pour les ſacrifier aux dégoûts qui naiſſent des épines dont les affaires ſont ordinairement hériſſées. La force eſt dans ſon eſprit, & la foibleſſe dans ſon cœur.

Cet autre eſt né avec le courage le plus mâle & le plus ferme ; ſon audace croît par les obſtacles qui ſe multiplient ; ſa conſtance s'affermit par tout ce qui ſeroit capable de détruire celle des autres : mais parce qu'il manque de l'eſprit qui imagine les reſſources & fournit les moyens, ſon ardeur ſe conſume en efforts impuiſſans. S'il penſoit auſſi fortement qu'il ſent vivement, il ſe rendroit maître des événemens.

L'ambition n'a point à craindre ces défauts de la part d'un peuple ſur qui elle domine. Ame de tout un peuple, d'un peuple roi, elle a conſtamment plus d'activité, de nerf, de vigueur ; elle tend plus directement à ſon but, elle penſe plus fortement & plus en grand, elle exécute toujours ſes projets, parce que le tems de les exécuter ne lui manque jamais. Mais auſſi

comme l'ambition eſt toujours injuſte, & qu'elle l'eſt d'autant plus, qu'elle eſt animée par un plus grand nombre de reſſorts, les injuſtices d'un peuple ambitieux ſont toujours plus grandes que celles d'un Prince ambitieux.

Voyez, Mr, ce que l'ambition de Rome coûta à l'univers. Il la paya de ſa liberté. Que les Anglois ſouffrent ici un parallele d'eux avec les Romains. Autant eſt-il glorieux pour eux, autant me paroît-il juſte, & propre à faire ſentir combien ils ſont eux-mêmes dangereux.

Rome eut ſans doute des vertus. La frugalité, l'épargne & la pauvreté furent long-tems en honneur chez elle. Son opulence étoit bien plus dans ſes mœurs que dans ſes richeſſes. Le peuple qu'elle nourriſſoit dans ſes murailles, fut de tous les peuples du monde le plus fier & le plus hardi; & ſon ſénat le plus réglé dans ſes conſeils, le plus conſtant dans ſes maximes, le plus aviſé & le plus ferme dans ſes diſgraces. Jamais on n'a vu d'exemple d'une politique plus prévoyante, plus ferme & plus ſuivie;

jamais il n'y eut d'assemblée où les affaires fussent traitées plus meurement, avec plus de secret, avec une plus longue prévoyance, dans un plus grand concours, & avec un plus grand zéle pour le bien public. L'amour de la liberté & de la patrie étoit, pour ainsi dire, le fond d'une ame Romaine. Des Romains il fit plus que des hommes. Il alluma dans leurs cœurs ces sentimens de gloire qui les animoient dans toutes leurs démarches. Mais de même que l'excès de leur amour pour la liberté, devint fatal à cette même liberté en la détruisant, ainsi l'excès de leur amour pour la gloire devint fatal aux Nations, qu'ils subjuguérent les unes après les autres. Equitables au commencement de leur république, il sembloit qu'ils vouloient eux-mêmes modérer leur humeur guerrière, en la resserrant dans des bornes que l'équité prescrivoit. Mais ces belles maximes ne tinrent pas long-tems contre l'ambition, dont le germe étoit dans leur cœur. Toutes ces actions de grande équité & même de grande clémence, qu'ils exerçoient

envers leurs plus grands ennemis, & que leurs Auteurs ont peintes des couleurs les plus belles, n'étoient que de grandes injuſtices, couvertes du voile de la modération, & qui étoient d'autant plus dangereuſes, qu'elles leur ſervoient de moyen pour arriver plus sûrement à leur but. La douceur de vaincre & de dominer avoit corrompu dans les Romains ce que l'équité naturelle leur avoit donné de droiture. A tant de vertus qu'ils avoient acqu[illegible], & qui naiſſoient de la conſtitution de leur Etat (car par ſa conſtitution l'Etat Romain étoit du tempéramment qui devoit être le plus fécond en héros); il ne manquoit que la ſeule vertu de modération, qui les auroit annoblies, & qui, en les faiſant conſpirer à leur gloire, les auroit encore rendus utiles au bonheur du monde. Mais parce que cette vertu leur manqua, l'univers n'eut, s'il eſt permis de parler ainſi, qu'à accuſer le ciel d'avoir donné aux Romains des vertus, qui lui devenoient ſi fatales, & qui étoient pour eux des inſtrumens pour commettre plus impuné-

ment de grandes injuſtices.

Suivez Rome, Monſieur, dans tout le cours de ſes conquêtes, vous trouverez par-tout l'injuſtice attachée à ſes pas. Quand on examine la conduite, que les Romains tinrent pour ſoumettre tous les peuples, ſi l'on ne peut refuſer des louanges au génie de Rome, qui triompha du courage dans les Gaules, du courage & de l'art dans les Grecs, & de tout cela ſoutenu de la conduite la plus rafinée en triomphant d'Annibal, on ne peut auſſi trop déteſter les injuſtices criantes qui ternirent la gloire de toutes ces belles conquêtes, dont le ſouvenir flatte encore notre penchant à admirer tout ce qui eſt éclatant. Enorgueillie de ſes victoires & de cette longue ſuite de ſuccès conſtans, qui lui ſoumettoient tous les ans des peuples nouveaux, Rome ne connut plus d'autre droit que celui que ſa force lui donnoit ſur ceux que ſes armées conſternoient. Elle ſe croyoit faite pour commander à tout l'univers; & pour remplir ſa glorieuſe deſtinée, il n'y avoit rien qu'elle ne ſe crût permis. Elle avoit

porté les choſes au point, que les peuples & les rois étoient ſes ſujets, ſans ſçavoir préciſément par quel titre. Elle avoit établi que c'étoit aſſez d'avoir oui parler d'elle, pour devoir lui être ſoumis. Sans autre droit que celui qu'elle s'étoit fait, elle diſpoſoit à ſon gré du domaine des peuples, leur arrachoit des mains les conquêtes qui ſouvent les avoient épuiſés, leur impoſoit des conditions toujours humiliantes ou impoſſibles, afin d'avoir un prétexte de les avilir ou de les écraſer. Tour à tour employant la violence ou la mauvaiſe foi, elle manifeſtoit ou coloroit ſes injuſtices. Ici la force des armes lui tenoit lieu de toute raiſon; là elle abuſoit de la ſubtilité des termes de ſa langue, pour donner aux traités des interprétations arbitraires, au moyen deſquelles elle ſe jouoit de tout ce qu'il y a de plus ſacré parmi les hommes. De là ce reproche, qui ne pouvoit paſſer pour une injure faite aux Romains, qu'ils avoient une mauvaiſe foi plus que Punique. Voulez-vous avoir les Romains peints d'un ſeul trait? *Maîtres de l'univers*,

ils s'en attribuèrent tous les tréſors : raviſſeurs moins injuſtes en qualité de Conquérans, qu'en qualité de Légiſlateurs.

Portez maintenant, Mr, vos regards ſur l'Angleterre, & dans les injuſtices de Rome vous reconnoîtrez les ſiennes. Les Romains étoient ambitieux par orgueil, les Anglois ſemblent l'être par avarice. Les premiers vouloient commander, les autres veulent acquérir. Si l'Angleterre envoye au loin des colonies, c'eſt plus pour étendre ſon commerce que ſa domination. Ce que la gloire produiſit autrefois chez les Romains, le commerce le fait aujourd'hui chez les Anglois, c'eſt-à-dire, de grandes choſes, des choſes illuſtres, mais ſouvent injuſtes. Eſt-ce donc une fatalité attachée à la nature humaine, qu'il faille que l'injuſtice ait toujours la plus grande part dans ces actions nobles & éclatantes qui l'honnorent ?

Le Commerce de la France, tout floriſſant qu'il eſt aujourd'hui, n'eſt encore que dans ſon enfance, ſi l'on a égard aux progrès qu'il peut rece-

voir de l'induſtrie des François. La France occupée à éteindre le flambeau de la discorde entre ſes propres enfans, ou à venger des ennemis qui l'avoient fomentée, a été long-tems ſans pouvoir lui donner toute l'attention qu'il mérite. Cependant les Anglois & les Hollandois ont mis à profit tout le tems, que lui a dérobé la malheureuſe néceſſité de réprimer les efforts ambitieux de la Maiſon d'Autriche, pour étendre de plus en plus les diverſes branches du leur. Ajoutez à cela les guerres de Religion, qui la déchiroient dans ſon ſein, & qui la rendoient ſourde à tout autre ſentiment qu'à celui de ſa douleur.

Le Cardinal de Richelieu, du ſein des intrigues d'une Cour orageuſe qu'il travailloit à débrouiller, jetta ſur le Commerce des regards qui lui donnerent quelque vigueur & quelque activité. En 1629, dit l'Auteur des *Elémens du Commerce*, il ſe forma par ſes ſoins une compagnie pour l'établiſſement de St Chriſtophe & des autres Antilles, depuis le dixieme degré de l'Equateur juſqu'au trentieme. En

1618 une autre compagnie fut chargée de l'établiſſement de la Nouvelle France, depuis les confins de la Floride juſqu'au Pole Arctique. Mais ce puiſſant génie diſtrait par les intrigues des Courtiſans, & tout occupé du projet d'affoiblir l'injuſte puiſſance de ces Barons, de ces Comtes, ſous-tyrans, qui diſputoient ſouvent avec des Rois mal affermis les dépouilles des peuples, n'eut jamais le loiſir de ſuivre les vaſtes projets, qu'il avoit embraſſés pour le bien de la Monarchie. C'eſt cependant à ces foibles commencemens que la France doit le ſalut de ſon Commerce, puiſqu'ils lui aſſurerent ce qui lui reſte de poſſeſſions dans l'Amérique, excepté la Louïſiane, qui ne fut découverte qu'à la fin de ce Siecle. La France avoit bien des colonies qui reconnoiſſoient ſa domination; mais c'étoit d'une maniere bien ſtérile pour elle, puiſque leurs productions paſſoient entre les mains des Anglois & des Hollandois. L'intérêt du Commerce ſe ſépare bientôt des intérêts politiques, s'il ne reçoit de ceux-ci une protection conſtante

& efficace. Ainſi quelques particuliers s'enrichiſſoient en France, tandis qu'elle même ne retiroit rien de ſes colonies.

Tel étoit l'état du Commerce en France, lorſque Louis XIV, que le Ciel avoit fait naître pour lui donner une face nouvelle, tendit aux Arts & aux Manufactures une main bienfaiſante. Le génie de la France, pour ſeconder les opérations du Monarque, ſuſcita Colbert, qui ſe tourna principalement vers le Commerce, qui étoit foiblement cultivé, & dont les grands principes n'étoient pas encore connus. Voici de quelle maniere l'Auteur des *Elemens du Commerce* développe la grande révolution que l'habile Miniſtre introduiſit dans le Commerce. » Les Manufactures, dit-il, la Navi-» gation, les Arts de toute eſpece, » furent en peu d'années portés à une » perfection qui étonna l'Europe & » l'allarma. Les Colonies furent peu-» plées; le Commerce en fut excluſif » à leurs maîtres; les marchands de » l'Angleterre & de la Hollande, vi-» rent par-tout ceux de la France en

» concurrence

» concurrence avec eux. Mais plus an-
» ciens que nous, ils y conſerverent la
» ſupériorité : plus expérimentés, ils
» prévirent que le Commerce devien-
» droit la baſe des intérêts politiques
» & de l'équilibre des Puiſſances; ils
» en firent une ſcience & leur objet
» capital, dans le tems que nous ne
» ſongions encore qu'à imiter leurs
» opérations, ſans en dévoiler le prin-
» cipe. L'activité de notre eſprit équi-
» valut à des maximes, lorſque la ré-
» vocation de l'Edit de Nantes la di-
» minua par la perte d'un grand nom-
» bre de ſujets, & par le partage qui
» s'en fit dans tous les pays où l'on
» vouloit s'enrichir. Jamais plus grand
» ſacrifice ne fut offert à la religion«.

Sous Louis XV, la France a repris ſa majeſté premiere, qu'avoient un peu obſcurci les malheureux événemens qui ſignalerent la fin d'un regne, qui avoit porté ſi haut ſa gloire & ſa grandeur. A l'ombre de la paix qui a embelli les prémices du regne préſent, le Commerce, qui eſt le nerf & la force d'un Etat, a étonné par des progrès encore plus rapides & plus im-

menſes, ceux dont il avoit déja excité la jalouſie ſous le regne précédent. L'Angleterre, Nation commerçante, que ſa conſtitution rend ſouverainement jalouſe, & qui s'afflige plus de la proſpérité des autres qu'elle ne jouit de la ſienne, a redoublé ſa haine pour la France, à meſure que celle-ci a redoublé ſon activité pour ouvrir de nouveaux débouchés à ſon Commerce, & en faire fleurir & proſpérer les diverſes branches. Vous pourrez, Mr, en juger par ce trait, que je tiens de pluſieurs capitaines de vaiſſeaux marchands.

Vous n'ignorez pas que dans la derniere guerre, nous eumes le malheur de perdre pluſieurs vaiſſeaux. Notre Marine, que le tems n'avoit point encore retirée de cet état d'anéantiſſement, où l'avoit réduite une longue ſuite de malheurs, ſe trouva trop foible pour réſiſter aux forces maritimes d'Angleterre. Tandis que nous étions les maîtres ſur terre, les Anglois étoient les ſouverains de la mer. *Diviſum imperium Anglus cum Gallo habebat.* Parmi les vaiſſeaux qui nous fu-

rent pris, il s'en trouva un grand nombre qui richement chargés, apportoient dans nos ports les trésors des divers endroits du monde. Une si riche proye auroit dû sans doute adoucir l'humeur féroce des Anglois envers les François. Mais, ce qui caractérise bien le génie Anglois, le chagrin qu'ils ressentoient d'une prospérité dûe à l'industrie des François & plus encore à l'heureuse situation où se trouvoit alors le Commerce de la France, étouffoit dans ces ames avares, la joye qu'auroient dû naturellement y porter les dépouilles de l'ennemi. Ils ne pouvoient c[illegible]e, disoient-ils aux Capitaines Fra[illegible]ois qu'une telle tristesse de la part de leurs ennemis devoit étonner, que la France eût poussé si loin son Commerce. Jugeant de ce que feroient un jour les François par ce qu'ils avoient déja fait, ils en tiroient de funestes présages pour le Commerce d'Angleterre; &, pour nous haïr avec autant de fureur que si nous eussions déja ruiné leur Commerce, ils n'attenditent pas que la chose fût arrivée.

Comme, par la nature du gouver-

nement, la Nation Angloiſe eſt toujours échauffée & dans une eſpece de fermentation continuelle, il eſt facile de lui faire faire bien des choſes contre ſes véritables intérêts. Le traité de Commerce par lequel, profitant de la circonſtance de la paix conclue à Utrecht le 11 Mars 1713, le Miniſtre d'Angleterre auroit été charmé de nous lier, n'eut pas heureuſement lieu pour la France, à qui, comme l'a très-bien prouvé dans ſes Notes le Traducteur du *The Britsh merchant*, il eut été plus onéreux qu'utile. La haine de l'Angleterre ſervit bien ſa rivale dans une circonſtance, où foible encore des pertes qu'elle avoit eſſuyées, elle n'étoit pas en état de réclamer ces droits de l'équité naturelle, qui exigeoient, pour l'égalité du traité, qu'on baiſſât en Angleterre les droits d'entrée ſur nos marchandiſes, dans une proportion qui laiſſât des facilités égales à leur vente; qu'on établît une navigation réciproque, en aboliſſant reſpectivement à nous la Douane étrangere. Mille feuilles volantes parurent coup ſur coup pour prouver que le Com-

merce de la France ne pouvoit être que ruineux pour l'Angleterre ; & comme on y déclamoit beaucoup contre la France, la Nation les lut avec une avidité qui égaloit sa haine contre nous.

Les Anglois qui ne perdent jamais de vûe les avantages de leur Nation, & qui les concentrent tous dans l'augmentation de leur Commerce, exigérent, pour prix des secours fournis aux alliés dans la guerre de la succession d'Espagne, que la France leur cedât la plus grande partie de ses possessions dans l'Amérique Septentrionale. Leurs demandes furent mesurées sur l'état de foiblesse momentanée où se trouvoit alors la France ; je dis *momentanée*, car la France, forte par sa constitution, est comme un corps puissant & robuste, qui se rétablit de lui-même. Après bien des contestations, où l'intérêt du Commerce mit tant de chaleur de part & d'autre, la France se vit comme forcée à céder à l'Angleterre d'une maniere irrévocable *la Nouvelle Ecosse, ou l'Acadie, en son entier, conformément à ses anciennes limi-*

tes. Ces paroles du traité, claires & préciſes, portent d'abord la lumiere dans les eſprits. Les Plénipotentiaires, qui furent chargés de le dreſſer, ne prévoyoient pas qu'il fût poſſible d'y répandre des nuages qui en obſcurciroient un jour le véritable ſens. Cependant cela eſt arrivé; & aujourd'hui les divers Commentaires en ont fait comme une hydre de diſputes qui renaiſſent ſans ceſſe, & dont il faudra peut-être du fer pour abbatre les têtes.

Hé quoi! me direz-vous, ces miſérables ſubtilités, dans leſquelles les particuliers enveloppent leurs petits intérêts, ſeroient-elles donc auſſi le partage des Nations? Oui, Mr; & tout deshonorant que cela eſt pour l'humanité, nous ſommes obligés de le croire. L'hiſtoire de tous les tems ne nous offre preſque qu'une léſion énorme des droits les plus ſacrés, couverte de l'ombre d'interprétations ſubtiles ou forcées qu'on donne aux traités toujours clairs pour ceux qui reſpectent le droit des Gens. Les Romains n'employerent pas toujours l'épée

pour couper le nœud des traités. Ils le déliérent quelquefois par des subtilités bien indignes d'une Nation si grave & si sensée. Ils détruisirent Carthage, disant qu'ils avoient promis de conserver la Cité, & non pas la Ville. Lorsqu'ils voulurent abaisser les Rhodiens, ils dirent qu'ils ne leur avoient pas donné autrefois la Lycie comme présent, mais comme amie & alliée. On sait comment les Etoliens, qui s'étoient abandonné à leur foi, furent trompés; les Romains prétendirent que la signification de ces mots, *s'abandonner à la foi d'un ennemi*, emportoit la perte de toutes sortes de choses, des personnes, des terres, des villes, des temples, & des sépultures mêmes.

Les Anglois qui se piquent, Mr, d'imiter les Romains, & qui veulent qu'on respectent la République Angloise, autant qu'on a respecté autrefois la République Romaine, ne pourroient-ils point aussi les imiter dans la maniere d'éluder les traités par des subtilités & des interprétations arbitraires? Aussi jaloux d'étendre leur

Commerce, que les Romains le furent autrefois d'étendre leur domination, penſez-vous qu'ils doivent être plus ſcrupuleux & plus religieux obſervateurs des traités ? Les Romains, Nation fière & conquérante, dédaignerent de s'enrichir autrement que par les tributs qu'ils impoſoient aux Nations vaincues ; ils ſe contentoient de favoriſer le Commerce des peuples qui le faiſoient ſous leur protection. Les Anglois, peuple commerçant, aſpirent au contraire à s'enrichir, en rendant tributaires de leur Commerce les Nations qu'ils ne ſauroient vaincre. Mais cette maniere d'aller à la Monarchie univerſelle, quoique moins rapide & moins brillante, eſt peut-être plus ſure & plus durable, que celle qui y conduit par la voye des armes. Le vrai Monarque du monde n'eſt-ce pas celui qui en fait tout le Commerce ?

Les Anglois couvrent aujourd'hui les Mers de leurs vaiſſeaux ; & leurs vaiſſeaux reſpectés en tous lieux les mettent en état de violer hardiment les traités ; témoins les deux vaiſſeaux

de guerre, qu'ils viennent de prendre, quoique dans le sein de la paix, sur les François. L'Europe le voit, & n'en est pas allarmée. L'éloignement du danger la rassure ; & les yeux indifférens ne voyent dans cet acte d'hostilité qu'une injure faite à la France. Mais si la France n'arrête ce torrent dans sa course, il ira tout inonder. Allarmée de la puissance du seul peuple marchand qui fût alors dans la Chrétienté, l'Europe presque entière s'engagea en 1508, dans la fameuse ligue de Cambrai contre la République de Venise, uniquement parce qu'elle étoit riche & fière ? La République Angloise seroit-elle donc aujourd'hui & moins riche & moins fière ? Je sais que dans la France elle trouvera une puissance, je ne dis pas aussi fatale pour elle, que Rome le fut autrefois pour Carthage (la balance de l'Europe s'y opposeroit, si la France portoit jusques-là ses forces & son ambition) ; mais du moins assez respectable pour protéger son Commerce & celui de l'Europe, & pour s'empêcher de recevoir d'elle la loi

ſur l'Ocean & la Méditeranée.

Je ne penſe pas qu'il y ait de Nation qui ait écrit davantage & avec plus de force contre la tyrannie que les Anglois. Elle étouffe, diſent-ils, les grands hommes ; ceux qui ſe laiſſent dominer par elle, ont l'eſprit auſſi borné qu'ils ont le cœur bas ; ils n'ont ni vertu, ni grandeur d'ame ; ils ſont faits pour ſervir de luſtre aux hommes vertueux. Que les Anglois ayent aſſez bonne opinion des autres peuples, pour ſe croire obligés de reſpecter en eux la liberté de leur Commerce auſſi bien que la liberté de leurs perſonnes. Il ſeroit, en effet, trop dur aux autres Nations d'être forcées à ployer leurs têtes ſous le joug Anglois. Rien n'eſt ſi fier, ni même ſi inſolent qu'un peuple roi. C'eſt ce qu'éprouverent autrefois les peuples qui eurent le malheur de tomber dans la dépendance de Sparte & de Rome. Les Ilotes, eſclaves des Lacedemoniens, étoient extrémement eſclaves. Il en étoit de même des Nations aſſujetties à l'empire Romain. » Toute l'Aſie » m'attend comme ſon libérateur,

» disoit Mithridate; tant ont excité de » haine contre les Romains les rapi- » nes des Proconsuls, les exécutions » d'affaires, & les calomnies des juge- » mens «. La liberté étoit dans le centre, & la tyrannie aux extrémités.

Pour prouver ma these de l'infraction du traité d'Utrecht commise par l'Angleterre, à l'ombre des subtilités & des interprétations arbitraires, je me contente de vous renvoyer aux Mémoires des deux Nations. Vous trouverez, je pense, que les raisons des Anglois sont un peu comme celles du Lion de la fable, qui disoit aux autres animaux qu'il avoit raison, parce qu'il étoit le plus fort. Tout le crime des François vis-à-vis des Anglois, dans la conjoncture presente, consiste en ce que l'augmentation du Commerce de ceux-ci entraînera nécessairement la diminution du Commerce de ceux-là. Mais comme ce crime est celui des Anglois vis-à-vis des François, & même de tous les peuples de l'Europe, puisque le Commerce reflueroit sur eux tous, s'il étoit moins étendu dans les mains des An-

glois, ces Insulaires ne peuvent se plaindre sans exciter contr'eux les murmures de toute l'Europe. Bien des gens disent, & peut-être avec quelque fondement que toutes ces disputes, qui sont prêtes à troubler la paix de l'Europe & à la replonger dans les horreurs d'une guerre longue & cruelle, ne naissent point de l'incertitude du véritable droit des François sur les pays où leur prévoyance a bâti des forts; mais d'un dessein bien formé de la part des Anglois d'étouffer dans son berceau la Marine Françoise. Ce n'est que d'un œil timide & jaloux qu'ils en contemplent les accroissemens. Si elle n'est pas encore assez formidable pour se faire craindre des Anglois, du moins est-elle assez forte, sous les auspices de la valeur & de la prudence, pour se défendre de leurs injustes attaques, jusqu'au tems où portée à son point de force & de grandeur elle pourra à son tour faire trembler ces fiers Souverains de la mer. Mais depuis quand ne sera-t'il point permis à une Nation d'augmenter sa puissance maritime, pour faire respecter son pa-

villon dans toutes les mers, & protéger ſon Commerce ? Ce qui eſt un droit pour les Anglois, en ſeroit-il l'abus chez les François ? Les Anglois ſont ſans-doute bien louables de tourner tous leurs efforts du côté du Commerce & de la Marine ; & je ne conçois pas pourquoi les François, en imitant les Anglois, ne mériteroient pas les mêmes éloges. Il ſera toujours permis à une Nation d'étendre, le plus qu'il lui ſera poſſible, ſon pouvoir : pourvû qu'elle reſpecte le droit des autres Peuples ; & c'eſt violer le ſien, que de lui chercher dans l'avenir des crimes imaginaires, pour avoir un prétexte plauſible de limiter ſa puiſſance par les voyes les plus injuſtes. Sous le nom impoſant d'un ſyſtême d'équilibre, combien d'injuſtices n'a-t-on pas commiſes ! combien de paſſions n'ont pas été ſatisfaites ! l'hiſtoire en ſeroit trop longue.

J'ignore, Mr, l'effet que produiront ſur votre eſprit les raiſons des Commiſſaires François. Si votre prévention eſt telle en faveur de l'Angleterre, qu'elle vous ferme les yeux à

leurs raisons, j'imiterai ces chevaliers de l'armée de Godefroi, qui, pour arracher Renaud des bras de l'Amour où sa vertu languissoit, lui présénterent un bouclier de diamans, dont l'éclat frappa ses yeux & dissipa les enchantemens d'Armide. J'arrêterai vos yeux, non sur les injustices de l'Angleterre envers la France, mais sur ses injustices envers les autres Nations, & principalement envers cette République.

LETTRE TROISIÉME.

Vires acquirit eundo. VIRG.

MONSIEUR,

Dans le paralléle que je vous ai tracé dans ma ſeconde lettre des Anglois avec les Romains, j'ai voulu vous faire comprendre, que l'ambition d'étendre leur Commerce faiſoit commettre aux premiers autant d'injuſtices contre les autres Nations, que l'ambition d'étendre leur domination en avoit fait commettre aux ſeconds contre tout l'Univers. De même que l'ambition de ceux-ci ne fut aſſouvie, qu'après que leur fureur eut envoyé la guerre aux deux bouts du monde; auſſi l'ambition de ceux-là ne le ſera, qu'après que leur Commerce aura abſorbé celui de toute l'Europe. La ſeule conduite qu'ils tiennent aujourd'hui avec les François, eſt plus que ſuffiſante pour donner à ma thèſe toute

la certitude dont elle eſt ſuſceptible. Un petit nombre de particuliers, que la hauteur de leurs penſées éléve au-deſſus de ces miſérables préjugés de Nation, ne verront dans tous les raiſonnemens des Anglois qu'un vain prétexte de rompre avec les François, & de les forcer à recourir à la violence des armes pour maintenir leurs droits bleſſés.

Comme on n'eſt point encore parvenu à ce point de corruption, que de fouler impunément aux pieds le droit des Gens, on le reſpecte du moins aſſez en apparence pour ſe croire obligé de colorer par ſes principes les injuſtices que conſeille la politique ambitieuſe. Mais il en eſt du Droit des Gens, comme des Loix Grecques, dont les Grecs de Toſcane faiſoient mention tous les ans dans leurs aſſemblées, afin de ſe rappeller leur origine Grecque. C'étoit bien moins pour les ſuivre & s'y conformer qu'ils en parloient, que pour oublier, s'il étoit poſſible, qu'ils étoient devenus barbares. De même, les Nations, que les loix qui les ont civiliſées, n'ont pû

empêcher de devenir barbares les unes envers les autres, couvrent toujours du voile ſpécieux du Droit leurs injuſtices les plus criantes, afin de ſe cacher, autant qu'il eſt en leur pouvoir, le principe de barbarie qui les leur fait commettre.

Mais ſi d'après la conduite qu'elles tiennent les unes envers les autres, nous voulions nous former une juſte idée du *Droit des Gens*, nous ſerions forcés à n'en reconnoître d'autre que celui qui naît de la force qu'une Nation a ſur une autre Nation. Sur quelque endroit de l'Hiſtoire que nous arrêtions nos regards, nous ne rencontrons par-tout que la force, qui fait plier ſous elle la juſtice. Eſt-ce donc que les Nations pourroient ſe ſouſtraire à l'empire de la loi ? Leur force peut-être balancer la force de Dieu même ? Dans cet éloignement de la Divinité, qui confond les Peuples avec les Hommes, que ſont-ils plus que nous ? Vains jouets du trépas, atômes ſubtils & déliés, que Dieu n'apperçoit qu'à cauſe de l'immenſité de ſes connoiſſances, tels ſont, Mr, ces Peu-

ples fiers & enorguillis de leur puiſſance, dont la fureur, ſans autre droit que leur propre force, embraſe la terre du feu des guerres qu'elle y allume.

Il eſt peu de Nations, Mr, qui, lions dociles, ſoumettent leur tête horrible à la main de la juſtice qui les conduit. Preſque toutes ſont des bêtes féroces qui mordent la chaîne qui les empêche de ſe jetter ſur leurs rivales, ou des lions rugiſſans qui ne ſentent leur liberté que lorſqu'ils déchirent & qu'ils dévorent.

Ce qu'a dit le fameux Hobbes, que tous les hommes naiſſent dans un état de guerre les uns contre les autres, n'eſt vrai que de ſociété à ſociété, & non d'homme à homme. Il prenoit des hommes ſauvages pour des hommes civils. Il ſuppoſoit que dans l'état de nature ils étoient ce qu'ils ſont dans les ſociétés civiles. Tout groſſiers & ignorans qu'ils étoient, il leur prêtoit des paſſions auſſi actives, auſſi fougueuſes, que s'ils euſſent eu des connoiſſances. Des idées auſſi compliquées que celles de *gloire*, de *conſidé-*

ration, de *domination*, il les faiſoit entrer dans des têtes preſque auſſi peu penſantes que les animaux. Il ſe trompoit ſans doute. L'homme ſauvage n'étoit ni vertueux ni vicieux, ni bon ni mauvais. Plus voiſin de la bête que de l'homme, il avoit une ame ſans en jouir. Il ne différoit d'elle que par un petit nombre d'idées que ſon ame avoit beaucoup de peine à produire. En un mot, dans tout ce qu'il faiſoit, il étoit uniquement déterminé par ſes ſentations, par le ſentiment de ſon exiſtence actuelle & de ſes beſoins préſens. Ses connoiſſances, & avec elles ſes paſſions, ne devoient ſe développer que dans le ſein de la ſociété.

On conçoit que dans cet état, où ſes beſoins ſe multiplioient à meſure qu'il acquéroit des connoiſſances, ſes paſſions dûrent s'irriter. Pour les contenir dans des bornes légitimes, & les empêcher d'être auſſi funeſtes à ceux qui les reſſentoient qu'à ceux contre qui elles s'exerceroient, il fallut les ſoumettre au frein des loix. Mais la ſuite fit bien voir que ces loix étoient impuiſſantes par elles-mêmes, ſi elles

ne recevoient quelque influence de la Religion. Les Légiſlateurs, témoins des diſſenſions affreuſes, des déſordres infinis, que les loix armées du fer ne pouvoient extirper, comprirent bientôt que les Gouvernemens humains avoient beſoin d'une baſe plus ſolide que les ſeules loix civiles. Ils l'élargirent, & mirent à côté des loix civiles, les loix ſacrées de la Religion. De-là cette union éternelle de la Religion avec la politique, dans tout Gouvernement bien établi. Par cette union les loix humaines s'élevérent juſqu'à devenir en quelque façon des loix divines.

Si les hommes, avec quelques foibles connoiſſances des Arts, n'ont pû vivre dans l'indépendance de l'état de nature, parce qu'alors leurs paſſions étoient trop vives pour qu'ils ne devinſſent pas injuſtes, & leurs beſoins trop multipliés pour qu'ils ne cherchaſſent pas à les ſatisfaire par quelque moyen que ce fût, vous pouvez croire, Mr, que les ſociétés civiles, une fois formées, ont dû être encore plus injuſtes les unes envers les autres, par-

ce qu'elles avoient tout enſemble & des lumiéres plus grandes, & des paſſions plus impétueuſes, que de ſimples particuliers.

Les inconvéniens attachés à l'état de nature, & qui avoient forcé les particuliers d'en ſortir, ſe firent bien autrement ſentir aux Corps politiques, ſans leur laiſſer le pouvoir d'en ſortir à leur tour. Leur ſouveraineté les y retient néceſſairement. Iroient-ils s'abbaiſſer devant leurs égaux? Cet état où chaque Nation force & eſt forcée, eſt pourtant moins funeſte entre les Corps politiques, qu'il ne l'a été auparavant entre les individus. L'état de nature ne convient qu'à des ſauvages, chez qui les paſſions ſont peu actives, & nullement à des hommes chez qui leur développement a ſuivi celui de leurs connoiſſances. Un tel état ne pourroit être pour eux qu'un état de danger & de guerre, qui les détruiroit plus rapidement, que ne pourroient faire toutes les peſtes du monde. Mais, par la nature des choſes, une Nation ſe défend mieux contre une Nation, qu'un particulier contre un particu-

culier. Il peut arriver qu'une Nation guerriére & ambitieuſe ſe répande comme un torrent, & mette ſous un joug odieux pluſieurs Nations trop foibles pour lui réſiſter. Les Romains donnérent autrefois à l'Univers épouvanté ce ſpectacle de fureur & d'ambition. Mais leur trop grande puiſſance leur devint enfin nuiſible. Ce coloſſe de grandeur ſe précipita par ſon propre poids, & conſola par ſa chûte l'Univers de la liberté qu'il lui avoit ravie. Tout pouvoir qui ne ſe limite point, ne ſert qu'à hâter la perte de celui qui le poſſéde. Les liens de la ſubordination ſe relâchent, à force d'être trop étendus.

L'état de nature étant par lui-même un état néceſſaire aux corps politiques qui ſont ſouverains, ils ont employé, conformément à la nature de leur gouvernement, des moyens différens pour remédier aux inconvéniens qui naiſſent de cet état. Les Etats deſpotiques, pour rendre inacceſſible le corps de leur empire, ont ſacrifié une partie de leurs pays pour mieux conſerver l'autre, en ont ravagé les frontieres, & par-là ont mis entr'eux

& leurs ennemis de vaſtes déſerts. Les Monarchies ont couvert leurs frontiéres par des places fortes, qu'elles ont bâties dans les endroits foibles, & à une telle diſtance les unes des autres, que les forces ſe communiquent facilement; qu'elles ſe portent d'abord là où l'on veut; que les armées ſe joignent & paſſent rapidement d'une frontiére à l'autre, & qu'on ne craint aucune des choſes qui ont beſoin d'un certain tems pour être exécutées. Les petits Etats, telles que ſont en général les Républiques, ont cherché leur sûreté dans une confédération, qui, ſans détruire la ſouveraineté de chacun en particulier, les fait conſpirer tous à un même but, en réuniſſant toutes leurs forces contre un ennemi commun. Liſez ſur cela, Mr, le IXe. Livre de *l'Eſprit des Loix*, où ſon illuſtre Auteur traite des loix dans le rapport qu'elles ont avec la force défenſive.

La politique n'avoit point encore ſuffiſamment pourvu à la sûreté des Etats. Les précautions infinies, ſuggérées par des craintes mutuelles,

n'empêchoient point les Etats les plus puiſſans d'écraſer les plus foibles, & de les ſacrifier à leur ambition. Ils meſuroient leur droit à la force qu'ils avoient en main, & ne voyoient aucune trace de crime dans tous les moyens qui tendoient à leur élévation. La politique conçut enfin le projet le plus réfléchi qui ſoit jamais entré dans l'eſprit humain : ce fut de faire ſortir en quelque façon de l'état de nature les Corps politiques, en les faiſant entrer par une ſorte d'aſſociation dans une République fédérative. Ce furent, ſelon la remarque de Mr de Monteſquieu, des aſſociations qui firent fleurir ſi long-tems le corps de la Gréce. Par elles, dit-il, les Romains attaquérent l'Univers, & par elles ſeules l'Univers ſe défendit contr'eux. L'Europe à ſon tour eſt devenue par de ſemblables aſſociations une grande République, & en même tems la puiſſance la plus formidable qui ſoit dans l'Univers. Quoique les Puiſſances diverſes n'y ſoient pas également fortes, cependant le ſyſtême de l'équilibre, ce prétexte de tant de guerres, fait

fait que les plus fortes ne peuvent guères empiéter sur les plus foibles. Si l'une prend trop le dessus, aussi tôt les autres, comme les mains qui secourent le corps, viennent relever celles que sa foiblesse a fait plier.

Quelques efforts que fasse l'Europe pour maintenir dans un équilibre parfait les bassins de la balance politique, elle n'y réussira pourtant jamais, par l'impuissance où elle sera toujours de déterminer avec une exacte précision les degrés de puissance : mais en cela, comme dans toutes les affaires humaines, il suffit que l'inégalité ne soit pas trop grande ; il y en aura toujours plus ou moins. Une attention constante à ces inégalités est donc nécessaire dans l'Europe, pour y conserver cette harmonie qui en lie toutes les parties, & qui les tempére les unes par les autres. Cette constitution de l'Europe paroît éternelle ; & naturellement elle devroit l'être. Cependant elle finira, ainsi que tous les ouvrages des hommes, auxquels ils tenteroient inutilement d'imprimer le sceau

de l'immortalité. Lorſque ſur des ombrages vains & groſſis par la haine, un des Peuples qui gouvernent dans l'Europe, aura ſonné l'allarme, qu'il aura révolté contre un Peuple rival l'orgueil des autres Puiſſances, irrité leur jalouſie, fortifié leurs ſoupçons, reveillé leur politique, il pourra tellement les aveugler ſur leurs propres intérêts, qu'elles ſe porteront d'elles-mêmes à le fortifier pour mieux affoiblir ſon concurrent; & comme les mouvemens étrangers qui leur auront été communiqués, les meneront beaucoup plus loin qu'elles ne l'avoient prévu, il pourra arriver qu'elles jettent dans un des baſſins de la balance un ſi grand poids de puiſſance, qu'elle ne pourra p[illegible] ſe relever, ni être ramenée au point où elle étoit avant cette grande déclinaiſon. En croyant travailler pour leur liberté, elles forgeront elles-mêmes les fers, dont les accablera le Peuple dont elles auront ſervi la haine & l'ambition. Ainſi Brutus, en inſpirant au Peuple Romain un amour immenſe de la liberté, jetta-t-il dans

les esprits le principe de cette licence effrenée, par laquelle la tyrannie qu'il vouloit détruire, devoit un jour être rétablie plus dure que sous les Tarquins.

Les Maisons de Bourbon & d'Autriche se sont disputé pendant longtems la supériorité l'une sur l'autre. Tandis qu'elles travailloient, chacune de son côté, à l'attacher à leur fortune : l'Europe cependant étoit attentive à empêcher que cet équilibre, duquel dépend sa sureté & sa tranquillité, ne fût rompu. De quelque coté que panchât la balance, elle devoit craindre pour sa liberté, si se jettant de l'autre côté elle ne rétablissoit l'équilibre. La Maison d'Autriche n'est plus aujourd'hui que l'ombre de ce qu'elle a été autrefois. Depuis Charles-Quint, du régne duquel elle peut dater son plus haut point d'élevation, toutes les années ont été pour elle comme autant de degrés, par lesquels elle est descendue au point où nous la voyons. De l'Aigle Impériale la tête altiére a été brisée, & le Génie de

la Maiſon de Bourbon a prévalu contre celui de la Maiſon d'Autriche.

Cependant, à l'ombre du commerce, ſe formoit dans l'Europe une Puiſſance qui a remis dans la balance le poids, que ſembloit lui avoir ôté la foibleſſe de la Maiſon d'Autriche. On peut même dire qu'il augmente tous les jours par les richeſſes immenſes que l'Angleterre ne ceſſe d'acquérir; & peut-être ſi l'Europe ne ſe réveille de ſon aſſoupiſſement profond, deviendra-t-il ſi peſant, que le baſſin oppoſé de la balance s'élévera tout d'un coup & ira toucher le fléau. Pour moi, Mr, je ne conçois pas l'eſpéce d'aveuglement qui tient fermés les yeux de toute l'Europe ſur les progrès rapides & étonnans que fait de jour en jour le commerce des Anglois. Quelques Provinces ajoutées à la domination de la France, portérent autrefois chez elle le trouble & le déſordre. Dans cet accroiſſement de puiſſance, elle crut voir ſa liberté menacée. On la vit alors raſſembler toutes ſes forces; & par une révolution forcée, elle

ſecoua le joug, qu'elle ſentoit qu'on vouloit lui impoſer ; à peu près comme le corps le mieux conſtitué ſe ſoulage par ſes efforts, & chaſſe par une criſe violente les humeurs vicieuſes qui s'amaſſent avec le tems & qui forment les maladies. Aujourd'hui tranquille ſur ces débris de richeſſes, qui vont enrichir l'Angleterre aux dépens des autres Etats, elle n'imagine pas que l'Angleterre puiſſe jamais attenter à ſa liberté. Précautionnée contre les conquêtes de terre, toujours prête à fondre ſur le Prince qui voudroit agrandir ſes Etats, elle ne penſe pas avoir beſoin de l'être contre les conquêtes de mer. Le danger frappe ſes yeux de trop loin, pour qu'elle y faſſe une ſerieuſe attention. Cependant c'eſt la mer qui avoit rendu Carthage ſi puiſſante, qui lui avoit acquis 300 villes en Afrique, qui lui avoit donné le pouvoir d'envahir & de peupler de ſes colonies la Sicile, la Sardaigne, l'Eſpagne. Peut-être que toutes les forces Romaines ſeroient venues ſe briſer contr'elle, ſi Rome eût attendu plus longtems à lui diſputer l'Empire du Monde. Que l'Europe ouvre les

yeux. La France ſeroit tout auſſi ambitieuſe qu'elle le croit, qu'elle n'auroit néanmoins rien à craindre de ſes prétentions ambitieuſes. Le ſyſtême de l'équilibre, par lequel elle ſe conduit, & ſur lequel repoſe ſon bonheur, enchaînera toujours la plus grande force, qui voudroit s'exercer ſur des Etats incapables de lui réſiſter. Pourquoi l'Europe enviſage-t-elle d'un autre œil l'équilibre ſur terre, que ſur mer? L'empire de la mer eſt bien plus dur & plus tirannique que celui de la terre. Ceux qui le poſſedent, ſe ſentant capables d'inſulter par-tout, croient que leur pouvoir n'a pas plus de bornes que l'Ocean.

Déployez, Mr, ſi vous l'oſez, la Carte de l'Amérique: quelle foule de colonies nombreuſes ſe préſenteront à vous! C'eſt-là que ſe forgent les fers que l'Europe entiére aura peut-être un jour peine à briſer. Ce ne ſont pas tant les forces maritimes des Anglois que je crains, que le génie de la Nation qui les dirige, que ſa vigilance ſur tout ce qui peut augmenter ſon commerce, ſes lumiéres ſur cette partie, enfin ces heureux

principes, dont la pratique constante l'a conduite au point de grandeur que l'on connoît. Tant de grandeur ne marche guéres sans une extrême envie de l'augmenter, à quelque prix que ce soit. L'avarice augmente sa soif par l'acquisition des trésors :

Non, (a) *ce n'est point au bout de l'Univers*
Que Londres fait sentir tout le poids de ses fers ;
Et de près inspirant les haines les plus fortes ;
Tes plus grands ennemis, Londres, sont à tes portes.

L'Ecosse & l'Irlande, par l'abaissement où l'Angleterre les a réduites, n'en peuvent être regardées que comme des Provinces tributaires. Quel que soit cependant l'ascendant qu'a pris celle-ci, elle n'en regarde pas moins leur commerce d'un œil timide & jaloux. Le Citoyen sçavant & vertueux, dans le discours préliminaire qu'il a mis à la tête du Livre intitulé *The British Merchant*, dont il a donné une traduction libre, dit que l'Irlande riche en laines, en chanvres, en pêches, en bétail, en manufactures, est asservie à des gênes qui font

(a) Mithridate, acte 3.

paſſer ſes productions & ſon commerce par les mains de cette Maîtreſſe ambitieuſe & dure. Des conditions onéreuſes, auxquelles ce Royaume ſubalterne eſt obligé de ſe plier, il tire cette conſéquence bien triſte pour l'Irlande, qu'elle enrichit ſans ceſſe par ſon travail le pays de la domination qui l'écraſe, tandis qu'elle-même demeure dans l'indigence. L'Ecoſſe, quoique mieux traitée en apparence depuis l'union, a, ſelon le même Auteur, ſouffert dans ſes Manufactures de laine un grand échec de la part des Manufactures de laine Angloiſe. L'interdiction du commerce de la France lui a fait perdre le commerce de ſes pêches; & ſi l'Angleterre lui permet de faire par elle-même le commerce étranger, c'eſt parce que cette même Angleterre ſent parfaitement bien qu'elle a une navigation & un commerce trop bien fondés, & des capitaux trop étendus, pour que toutes les productions de l'Ecoſſe ne paſſent point par ſes mains. Si elle traite ainſi l'Ecoſſe & l'Irlande, qui réunies & incorporées avec elle forment le Royau-

mé de la Grande-Bretagne, quel penſez-vous que ne ſeroit point le ſort des autres Nations, qui, ne compoſant point avec elle un même Etat, ſeroient aſſez foibles pour en recevoir la loi ? *Crimine ab uno diſce omnes.*

Je citerai ici le Portugal, non que cet Etat ait à ſe plaindre des injuſtices de l'Angleterre dans le Traité de commerce qu'ils ont fait enſemble ; mais parce que ce Traité à fourni aux Auteurs Anglois l'occaſion d'étaler les principes violens de cette Juriſprudence Angloiſe, qui interdit aux Princes le droit naturel de reſtreindre ou de permettre dans leurs Etats l'uſage de telles ou telles marchandiſes, ſuivant que leur intérêt l'exige. » Si le » Roi de Portugal, diſent les Auteurs » très-eſtimés du *The British Mer-* » *chant*, n'eût pas laiſſé d'augmenter » les droits ſur l'entrée de nos mar- » chandiſes, s'il en eût prohibé quel- » ques unes, il n'eſt pas douteux que » nous nous ſerions recriés contre une » infraction ſi odieuſe. Peut-être même » ne nous en ſerions-nous pas tenus à » ces plaintes : par repréſailles toutes

» les productions de ce pays euſſent » été prohibées parmi nous, s'il eût » été de notre avantage de le faire ; » enfin, ſi cela n'eût pas ſuffi pour » notre ſatisfaction, le droit de la » Nature & des Gens nous eût autoriſés à nous faire juſtice *par la voie* » *des armes* «. Quel droit, grand Dieu, de la Nature & des Gens ! C'eſt, je l'avoue, le droit des Gens de la Grande-Bretagne ; & c'eſt ſur lui comme ſur un principe qui la conduit néceſſairement à ſon but, que ſa conduite particuliere a preſque toujours été réglée : mais il eſt bien certain que ce n'eſt point celui de la raiſon & de la Religion, celui enfin qui dérive de la néceſſité & du juſte rigide. Pourquoi l'Angleterre voudroit-elle dépouiller une Nation auſſi ſouveraine qu'elle, du droit dont elle fait légitimement uſage contre toutes les Nations ? Toutes les marchandiſes étrangeres auxquelles elle peut ſuppléer par les ſiennes, ne les a-t-elle pas prohibées chez elle ſous les peines les plus ſévéres ? Autant les autres Nations auroient été injuſtes à ſon

égard, si par la force des armes elles avoient voulu s'opposer à une telle prohibition ; autant le seroit-elle vis-à-vis du Portugal, si appuyant son droit de la force des armes elle vouloit obliger ce Royaume à recevoir dans ses ports toutes les productions qu'elle y importeroit ?

Les Nations, que leur souveraineté retient nécessairement dans l'état de nature vis-à-vis les unes des autres, jouissent sans doute des mêmes droits, & sont liées par les mêmes obligations que les particuliers qui vivoient dans cet état, avant l'établissement des sociétés civiles. Or que nous apprend le Droit Naturel par rapport aux hommes, qu'on suppose n'avoir point encore soumis leur tête sous le joug d'un Souverain ? Il nous apprend que dans l'ordre moral tous les hommes sont égaux, quoique dans l'ordre physique ils different extrêmement les uns des autres ; que les prérogatives & les prééminences, qui doivent leur origine aux sociétés civiles, ne sont point l'ouvrage de la Nature, parce que tous les hommes

naiſſent égaux ; que la liberté qui conſiſte à dominer ſur ſoi-même, & à ne point reconnoître d'autre maître que Dieu, eſt un préſent de la Nature ; que nous renoncerions au droit le plus ſacré, ſi nous conſentions qu'on lui donnât la moindre atteinte. De ce principe, que dans l'état de Nature tous les hommes naiſſent libres & égaux, quelles ſont les conſéquences qui en réſultent ? Que dans cet état chaque homme eſt lui-même ſon Roi, non pour gêner la liberté des autres, mais pour empêcher qu'on ne reſſerre la ſienne. Qu'il ne dépend que de lui-même, de ſa raiſon, de ſon Créateur : qu'il a droit de ne ſuivre que ſes propres lumières, lorſqu'il ſe détermine à agir, & qu'il n'eſt obligé de rendre raiſon de ſa conduite à qui que ce ſoit, pourvu qu'il ne faſſe rien qui bleſſe les droits parfaits d'autrui, parce que dans tous ſes égaux il trouve autant de Rois. Que puiſqu'il lui eſt défendu de rien faire qui bleſſe les droits d'autrui, il eſt tenu de certains devoirs envers ſes ſemblabes. Qu'il y a des devoirs qu'il peut être forcé de

remplir ; mais que cette force, si elle s'étendoit à tous indistinctement, renverseroit de fond en comble la liberté des hommes, suite de leur égalité naturelle ; qu'elle doit être restreinte à certains devoirs qu'on appelle devoirs d'*obligation parfaite*, parce qu'ils sont tels que leur violation rendroit l'état d'autrui plus imparfait. Que tous les hommes naissent avec le droit de forcer les autres à satisfaire à l'obligation parfaite où ils sont de ne point attenter à leur vie, à leur honneur. Que pour les autres devoirs, comme pour ceux de la reconnoissance, de l'hospitalité, de la générosité, de la bénéficence, si l'on pouvoit forcer les autres à les rendre, on détruiroit par cela-même leur liberté naturelle.

En suivant ces principes, Mr, il ne vous sera pas difficile de comprendre que l'homme naît avec le droit de faire la guerre à un autre homme ; que cette guerre n'est juste & légitime que lorsqu'elle est entreprise ou pour réparer une injure qu'on nous a faite, ou pour prévenir celle qu'on pourroit nous faire ; mais qu'elle ne peut ja-

mais être autoriſée par un ſimple refus des devoirs de l'humanité. Nous avons en ce peu de mots une régle sûre pour juger de la juſtice & de l'injuſtice de toutes les guerres. Celles que ſe font les Souverains doivent ſe plier à cette régle inflexible. Elles ont leur fondement dans le droit qu'ont les particuliers de ſe faire la guerre dans l'état de Nature, pour venger leurs droits bleſſés. Vous pourriez, Mr, leur ôter ce droit, ſans en dépouiller les Souverains, qui dans les ſociétés civiles repréſentent parfaitement bien ce que tous les particuliers ſont les uns par rapport aux autres dans l'indépendance de l'état de Nature.

Repliez-vous maintenant, Mr, ſur le Portugal & l'Angleterre, & dites-moi, je vous prie, quel droit les Anglois auroient d'aller porter la guerre chez les Portugais, s'il prenoit envie à ceux-ci de rompre le Traité de Commerce qu'ils ont fait avec eux. Je ſuppoſe qu'en cela ils agiſſent moins par un intérêt politique que par caprice, par mauvaiſe volonté contre les Anglois; ceux-ci pourtant,

dont on ne violeroit que les droits imparfaits, ne seroient aucunement autorisés à en tirer raison par la voie des armes. La guerre entre les Souverains n'est licite que dans le cas d'une atteinte donnée aux droits parfaits. Or les Anglois eurent-ils jamais un droit parfait de s'enrichir par un Commerce avantageux avec le Portugal ? Le Portugal, en usant de son droit parfait, pourra donc fermer les canaux d'un Commerce, où tout l'avantage est du côté de l'Angleterre ; cette Nation recevant en or le payement de presque tout ce qu'elle vend en Portugal. C'est bien des Portugais qu'on peut dire :

Sic vos non vobis vellera fertis oves ;
Sic vos non vobis mellificatis apes ;
Sic vos non vobis nidificatis aves ;
Sic vos non vobis fertis aratra boves.

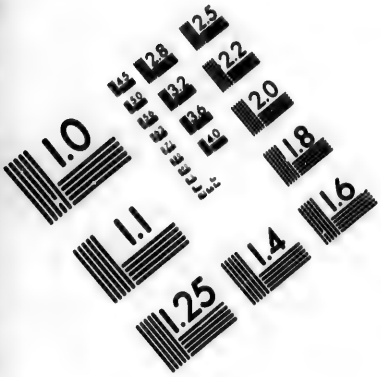
C'est pour les Anglois qu'ils creusent leurs Mines d'or du Brésil : Ils ne sont que le canal de ses richesses immenses. C'est dans le sein de l'Angleterre que le Commerce va les verser à pleines mains. Elles s'épuiseront plûtôt que ne se rallentira l'industrieu-

ſe avidité des Anglois, qui les attirent chez eux. Il eſt certainement de l'intérêt d'un Etat qui reçoit beaucoup, d'établir la concurrence de ceux qui vendent les marchandiſes dont il a beſoin. Pourquoi le Portugal ne le fait-il pas ? Pourquoi n'admet-il pas les autres Nations à partager avec les Anglois les fruits d'un Commerce, qui, par cela même qu'il ſeroit commun, lui deviendroit moins onéreux ? Les Anglois ont tellement envahi le Commerce de ce Pays, que ſes propres Manufactures n'ont pu ſoutenir la concurrence. Si le Portugal continue un Commerce où il a tant de déſavantage vis-à-vis de l'Angleterre, c'eſt qu'il craint pour ſes poſſeſſions dans les Indes tout le mal que pourroit lui faire une Puiſſance auſſi redoutable que l'Angleterre, c'eſt qu'il ſe perſuade que cette Puiſſance eſt la ſeule digue qu'il peut oppoſer à l'Eſpagne, toujours déterminée à le remettre ſous le joug. C'eſt ainſi que les intérêts politiques ſe croiſent, & qu'une Nation ne fait pas toujours ce qu'il lui ſeroit avantageux de faire.

Le Portugal, direz-vous, ne peut plus reculer; il s'eſt lié lui-même les mains par ſon Traité de Commerce avec l'Angleterre. L'Angleterre a acquis ſur le Portugal un droit parfait; & ce droit eſt tel que là, où d'abord elle auroit dû ſupporter un refus, elle ſe trouve autoriſée a employer la force, afin que le Portugal rempliſſe les conditions du Traité. C'eſt un principe du Droit, continuerez-vous, que ce qui avant la convention étoit de la part des Contractans une affaire de bonne volonté, devient par la convention une affaire de néceſſité, & le refus dans ce cas ne pourroit être qu'une léſion, une injure qu'on a droit de punir. Suppoſons deux hommes engagés par une convention ratifiée ſous le ſceau de la bonne-foi, à ſe procurer mutuellement du ſecours, lorſqu'un des deux ſe trouvera dans le beſoin. Si l'un vient à manquer à ſa parole, l'autre le peut forcer à la tenir, quoiqu'il ne s'agiſſe que d'un devoir d'humanité; parce que d'imparfait qu'il étoit par ſa nature, la convention l'a rendu parfait.

Quoique je convienne, Mr, de la juſte application de ces principes aux Nations, les Anglois cependant n'en peuvent tirer aucun avantage, pour obliger les Portugais à tenir le Traité de Commerce qui lie ces deux Nations. Les Anglois conviennent qu'il leur eſt libre de le rompre, quand ils le jugeront à propos. Donc, par la même raiſon, le Roi de Portugal peut reprendre les droits dont il fait jouir l'Angleterre par ce Traité. Je ſais bien que les Anglois diſent dans l'Ouvrage que j'ai déja cité, que le Roi de Portugal eſt obligé de leur ouvrir la plus riche branche de leurs importations, juſqu'à ce que le Parlement lui rende la liberté de les en priver, en ſupprimant la différence des droits d'entrée entre les vins de ſon Royaume & les vins de France; que le Parlement eſt libre des liens avec leſquels il a enchaîné ce Prince; que c'eſt-là le coup de maître, & ce qui immortaliſe Mr Methuen. Ce raiſonnement des Anglois, conforme aux principes du Droit arbitraire des Gens qu'ils ſe ſont faits, n'en eſt pas pour cela

meilleur. Les Juriſconſultes de tout l'Univers leur diront, qu'un Contrat onéreux eſt nul s'il n'eſt pas égal ; & qu'aſſurément le Roi de Portugal auroit renoncé à ſon droit de Souveraineté, s'il s'étoit lié par un Traité qui ne liât point réciproquement la Grande-Bretagne. » Il eſt conſtant, remar-» que à cette occaſion dans une de » ſes Notes le Traducteur du *Britiſh* » *Merchant*, qu'un Traité de Com-» merce entre deux Puiſſances eſt une » convention par laquelle elles ſe re-» lâchent réciproquement du droit » qu'elles ont de profiter des mar-» chandiſes l'une de l'autre juſqu'à ce » qu'il leur convienne d'en agir autre-» ment. Si cette convention ceſſe de » convenir à l'une des deux, elle peut » reprendre ſes droits, & l'autre en » fait autant ; tout eſt égal ; il n'y a » point-là de quoi troubler la paix » des Nations, puiſqu'il n'y a rien » contre la juſtice. Or la ſuppoſition » donnée ſeroit un attentat contre la » bonne-foi, & une injuſtice dont des » Puiſſances ſont en droit de tirer rai-» ſon par elles-mêmes, parce qu'elles



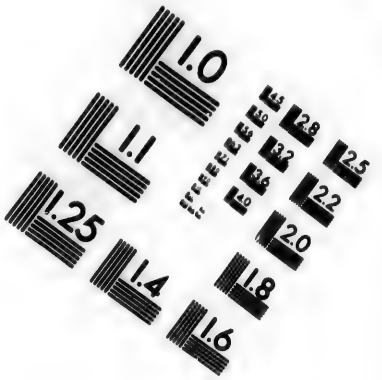
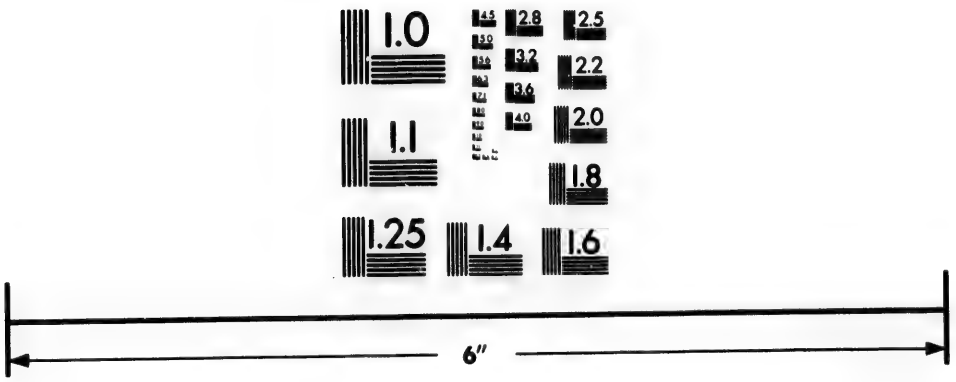
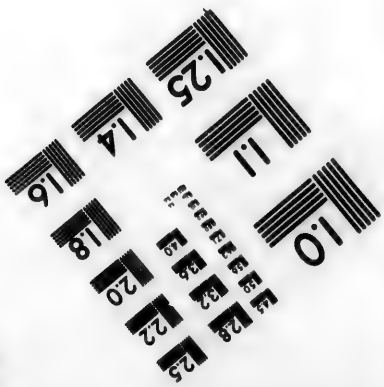


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)





Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

» n'ont point de Juges au-deſſus d'el-
» les ſur la Terre. Si la rupture d'un
» Traité de commerce pouvoit être
» contraire au droit public, ce ſeroit
» dans le cas où ce Traité & ſes con-
» ventions ſeroient une clauſe eſſen-
» tielle d'un autre Traité qui auroit ré-
» glé le droit des Nations entr'elles «.

C'eſt avec une douleur impuiſſante que les Anglois voient un Prince de la Maiſon de Bourbon aſſis ſur le Thrône d'Eſpagne. Pour lui en fermer toutes les iſſues, quelle longue Guerre n'ont-ils point ſoutenue avec les Alliés contre Louis XIV, qui reclamoit les droits que donnoit à ſes enfans ſur l'Eſpagne ſon mariage avec Thérèſe d'Autriche, l'aînée des filles de Philippe IV ? C'étoient moins les intérêts de la Maiſon d'Autriche qui leur mettoient les armes à la main, que la crainte qu'ils avoient que, par la réunion de deux puiſſantes Monarchies dans la Maiſon de Bourbon, la France ne fît excluſivement à eux tout le Commerce de l'Eſpagne. Cette crainte étoit bien imaginaire de la part des Anglois. A cette longue ſuite

de déclamations contre nous, sur les suites de la liaison naturelle & indispensable entre la France & l'Espagne, je n'ai qu'un seul raisonnement à opposer. Je l'emprunterai de l'estimable Auteur que j'ai cité plus haut. » La politique des Marchands, dit-il, » c'est de gagner le plus qu'ils peuvent » dans leur commerce ; l'égalité du » traitement dans un pays étant une » fois stipulée comme loi du Droit pu» blic, quand même une Nation y » auroit quelque influence dans les » Conseils, le commerce de ce pays » ne s'en feroit pas moins avec une » troisiéme Nation moins amie peut» être de l'Etat, mais qui offriroit plus » d'avantages ou de facilités aux par» ticuliers ».

Il n'est point de mon sujet d'examiner combien est forte la balance que l'Espagne paye à l'Angleterre. Quoique les Auteurs du *Britisch Merchant* avancent qu'il n'est pas bien certain que la balance du commerce avec l'Espagne soit avantageuse à leur pays, l'Europe sait le contraire ; & en cela ils sont contredits par la plûpart des

Ecrivains Anglois. Ce n'eſt que pour rendre odieux les François, qu'ils affectent de pouſſer ſi loin le pyrrhoniſme. A qui comptent-ils de perſuader que les François ont envahi le commerce de l'Eſpagne, au point de n'y laiſſer aux Anglois qu'une petite portion, qui les épuiſe bien plus qu'elle ne leur eſt utile ; leurs productions n'égalant pas la quantité des productions qu'ils importent de ce pays ? Si l'induſtrie des Anglois, leur habileté dans le commerce, leur activité, leur ont obtenu la balance ſur les Eſpagnols, je ne ſuis pas aſſez injuſte, Mr, pour leur en faire un crime. C'eſt la récompenſe de leurs talens. C'eſt dommage que les Eſpagnols, ſi renommés dans tous les tems pour leur bonne-foi, joignent à cette qualité admirable une pareſſe, dont il réſulte des effets qui leur ſont pernicieux ; car moyennant ce vice politique, qui eſt l'effet de l'orgueil, les Peuples de l'Europe ſont ſous leurs yeux tout le commerce de leur Monarchie : que le contraſte des Eſpagnols avec les Anglois eſt frappant ! Mais parce que les

Anglois ne mettent point de bornes à ce déſir exceſſif du gain, qui leur donne une activité ſi prodigieuſe pour étendre leur commerce, lui ouvrir de nouveaux canaux, ils ne ſuivent point invariablement les régles inflexibles du juſte rigide. Ils le plient un peu trop aux intérêts politiques de leur Nation.

Je veux bien même, pour ôter tout prétexte d'accuſer mon impartialité, comme ſi ma qualité de François me donnoit le droit d'être injuſte dans mes jugemens ſur les Anglois, je veux bien, dis-je, ne point inſiſter ſur le commerce interlope qu'ils font de la Jamaïque. Le commerce interlope de Nation à Nation eſt aujourd'hui ſi bien enraciné, qu'il ſemble faire partie du Droit public de l'Europe. Mais du moins conviendrez-vous avec moi, Mr, que les Eſpagnols ont eu plus de droit pour défendre le commerce des Anglois avec leurs colonies, que ceux-ci n'en ont eu de le faire malgré ceux-là. Cependant les Anglois ont eu l'injuſtice de ſe fâcher contre les Eſpagnols, parce qu'ils défendoient des

droits véritables & légitimes contre des droits chimériques & illicites.

Vous vous rappellez ſans doute, Mr, cette Guerre que les Eſpagnols s'attirèrent, il y a quelques années, de la part des Anglois, parce qu'ils vouloient fermer au commerce de l'Angleterre leurs propres colonies. Il fut réſolu dans le Parlement de Londres que la Nation porteroit ſes forces navales du côté de Carthagéne, qu'on tâcheroit de prendre cette place importante ſur les Eſpagnols, pour les punir des obſtacles qu'ils oppoſoient au commerce de l'Angleterre, & les obliger à recevoir malgré eux dans le ſein même de leurs colonies un commerce ruineux pour leur Nation. Cette Guerre eut de mauvaiſes ſuites pour l'Angleterre, & le bon droit des Eſpagnols triompha de ſon injuſtice.

Par le Traité d'Utrecht l'Eſpagne a laiſſé l'Angleterre en poſſeſſion de Gibraltar & de l'Iſle de Minorque. La France lui a abandonné la Baye d'Hudſon, l'Iſle de Terre-Neuve & l'Acadie. Enfin elle a obtenu, pour le commerce en Amérique, des droits dont

dont on a privé les François, qui avoient placé Philippe V sur le Thrône. Je ne compte point ici les gallions de l'Amérique, à la prise desquels les Anglois aimèrent mieux employer leurs Vaisseaux, qu'à donner à l'Empereur de nouvelles terres. Pour prix des maux que l'Angleterre, secondée du reste de l'Europe, avoit faits à la France & à l'Espagne, ces deux Monarchies avoient relâché jusques-là leurs droits en sa faveur. Qui n'eût pensé que l'Angleterre se croiroit bien payée de tout ce qu'il lui en avoit coûté pour maintenir l'équilibre de la balance; que l'Espagne liée d'intérêt avec la France alloit faire pencher si fort du côté de cette Puissance déja si redoutable par elle-même à l'Europe.

Cependant elle n'en est pas demeurée-là. Le Contrat de l'Assiento lui avoit accordé deux Vaisseaux en marchandises. Mais son ambition démesurée fut bien l'éluder. Elle fut si bien faire qu'au moyen de plusieurs bâtimens, qui alloient & revenoient sans cesse, les deux Vaisseaux en question

étoient inépuisables. Par cet artifice bien indigne d'une Nation, elle avoit envahi le commerce des colonies Espagnoles. Le dernier Traité de paix conclu à Aix-la-Chapelle a résilié ce Contrat, dont l'abus entraînoit l'Espagne à une ruine certaine. Voulez-vous un autre trait de ce droit arbitraire sur lequel l'Angleterre concerte toutes ses opérations ? » Depuis le » changement survenu dans la Com- » pagnie d'Afrique, l'Angleterre s'est » procuré, sans autre droit que la » force, un établissement exclusif dans » l'Ile d'Anamabou, à la Côte d'or. Il » est d'autant plus important, que » c'étoit le rendez-vous général des » Vaisseaux des autres Nations, aux- » quels il doit être commun par tous » les Traités. C'est ainsi que cette Na- » tion s'épargne les concurrences, » tandis que les Interlopes fréquen- » tent sans cesse les établissemens ex- » clusifs de ses voisins, si l'on en croit » ses gazettes & tous ses papiers pu- » blics. « *Disc. prélim. du Négociant Anglois.*

Comme l'Aigle impérieux, après

avoir promené ſes regards avides, s'élance & fond rapidement ſur ſa proie, ainſi l'Anglois porte ſa vue ſur tout ce qui l'environne, & ſans autre droit que ſa force, ſe précipite ſur tout pays qui lui paroît propre à étendre ſon commerce avec ſa domination. Les Mémoires des Commiſſaires François vous en fourniront une preuve bien authentique par rapport à l'Acadie & à l'Ile de Ste Lucie. Vous y verrez, Mr, les Anglois ne ceſſant, même dans le ſein de la paix, de s'illuſtrer par des actes d'hoſtilité & par des déprédations bien plus dignes d'une troupe de bandits, que d'hommes civiliſés. Le voiſinage d'hommes auſſi inquiéts, auſſi turbulens, ne laiſſe point les eſprits ſans allarmes. On craint tout d'un Peuple, qui mépriſe aſſez les autres Peuples, pour ſe perſuader qu'il n'y a point entr'eux & lui de droit des Gens, qu'il ſoit obligé de reſpecter. Penſez-vous que l'Eſpagne doive être bien tranquille ſur ſes poſſeſſions en Amérique, & qu'elle ignore que les Anglois les dévorent depuis long-tems dans le cœur? Si les Fran-

çois viennent à être accablés, comment l'Espagne pourra-t-elle arrêter dans sa course ce torrent impétueux ? En vain l'Angleterre, pour accomplir plus sûrement ses desseins ambitieux, travaille à désunir Madrid & Versailles. Ces deux Cours sont trop Politiques, pour consentir à une désunion, dont leur plus cruelle ennemi prendroit tant d'avantage sur elles. C'est moins le sang de Bourbon qui les lie aujourd'hui, que la raison d'Etat. L'Angleterre a trop affoibli l'Espagne, pour qu'elle puisse se passer de l'appui de la France, qui en trouve à son tour dans son alliance avec elle. L'Espagne n'a point encore oublié que les Amiraux de Cromwel lui ont pris la Jamaïque ; que le projet de ce célébre Usurpateur étoit de lui enlever l'Amérique. Croyez, Mr, que l'activité Angloise ne se repofera point qu'elle ne l'ait conduit à sa perfection. Elle dirige de ce côté-là toutes ses batteries, s'avance pas à pas, & attend dans le silence que le tems de l'exécuter soit venu. Elle dissimule aujourd'hui les prétendues injures des Espagnols (car

tout ce qui arrête ſon commerce eſt regardé par elle comme une injure qu'on lui fait) ; & pour frapper les grand coups, elle n'attend que le moment d'avoir anéanti dans l'Amérique la domination Françoiſe, à quoi elle ne déſeſpére pas de parvenir un jour par l'augmentation ſucceſſive de ſa Marine.

Obſervez, Mr, avec quelle attention l'Angleterre ménage aujourd'hui l'Eſpagne. Il n'y a rien de ſi timide. C'eſt l'ambition qui n'oſe pas dire ſes ſecrets, & qui dans les égards qu'elle a pour l'Eſpagne ſe quitte pour ſe reprendre. Dans la crainte de la réveiller, elle ne lui porte plus ſes plaintes touchant la priſe de vaiſſeaux Anglois qui font le commerce interlope. Pour mieux accabler la France, elle feint pour l'Eſpagne des ſentimens qu'elle n'a pas. Mais elle a beau faire, Gibraltar eſt pour l'Eſpagne une playe toujours ſanglante ; & les diſgraces qu'elle lui a cauſées au commencement de ce ſiécle, ſont l'éternel lien qui l'unit à la France. La France, par qui commencent aujourd'hui les

coups, dont l'Angleterre frappe tout ce qui fait ombrage à sa puissance dans l'Amérique, ne cesse d'avertir l'Espagne, son alliée, que ces coups iront jusqu'à elle-même. Elle ne cesse de tenir ses yeux ouverts sur la Géorgie, cette Colonie si peu florissante aujourd'hui par le mauvais gouvernement que la politique y a introduit, mais très formidable pour les deux Puissances alliées, si les Anglois en favorisent la population, par la destruction du gouvernement Gothique, qui partage les terres en fiefs masculins, & qui astreint à un service régulier des colons plus pressés par leurs besoins, qu'aiguillonnés par la gloire. Cette colonie, si jamais elle s'aggrandit, deviendra fatale & à l'Espagne, dont elle commandera la navigation, en parvenant à s'établir sur le golfe du Mexique; & à la France, sur qui elle s'emparera du Missisipi même, dont la possession excite extrêmement la cupidité des Anglois, par la commodité qu'elle leur fourniroit pour un commerce de contrebande immense avec la nouvelle Espagne. Si l'Angleterre donne au-

jourd'hui ſes ſoins à la culture de cette Colonie, c'eſt moins pour y recueillir quelque peu de ſoye & y faire quelque mauvais vins, que pour arriver à ſon but ſecret, qui eſt de tenir l'Amérique Eſpagnole dans ſa dépendance, de maîtriſer totalement ſa navigation, & de donner un échec conſidérable au Commerce des François.

Si les Anglois n'étoient que jaloux de la proſpérité des autres Nations, & que s'arrêtant là ils n'exerçaſſent à leur égard aucunes de ces injuſtices que reprouve ſi hautement le droit des Gens; ſans avoir aucun droit de leur faire la guerre, on condamneroit toujours en eux ce ſentiment de baſe jalouſie qui retrécit ſi fort le cœur. C'eſt oublier qu'on doit aimer le bien général, & que cet amour ne doit point être affoibli par celui de notre Nation, que d'envier aux autres les avantages que la nature & leur induſtrie leur procurent. A meſure que l'Univers s'étend aux yeux d'un Citoyen du Monde, tout ce qui l'environne ſe reſſerre. La terre s'évanouit ſous ſes pieds. Lui-même que devient-il? Ce-

pendant il reſſent un doux frémiſſement dans cette contemplation qui l'anéantit. Après s'être vu noyé, pour ainſi dire, & perdu dans l'immenſité des êtres, il éprouve une ſatisfaction ſecrete à ſe retrouver ſous les yeux de la Divinité; il goûte un plaiſir pur & parfait à la vûe de ſes perfections exprimées plus ou moins énergiquement dans les différentes créatures; il s'oublie en quelque façon lui-même pour n'être ſenſible qu'à l'ordre & à la beauté de l'Univers. Ses affections qui embraſſent le genre humain dans toute ſon étendue, l'égalent en quelque façon à la Divinité même, qu'il repréſente ſi dignement ſous une forme viſible. Le mérite & la vertu, le bonheur & la proſpérité dans d'autres Nations que la ſienne, deviennent pour lui un ſpectacle qui l'enchante; &, loin de s'en attriſter, il reſſent au contraire dans ſon cœur des mouvemens délicieux & preſque divins. Voila, Mr, le véritable Citoyen du Monde. Si vous meſurez la diſtance qui le ſépare de l'Anglois, vous la trouverez prodigieuſe.

Je rends volontiers à l'Angleterre cette juſtice, qu'il n'y a aucune Nation qui oſe s'égaler à elle dans ce qui concerne l'intelligence du commerce, aucune Nation ſi habile à faire fleurir ſes colonies; aucune Nation qui tire tant d'avantage de ſes propres productions & des matieres premieres qui lui ſont importées des pays étrangers; aucune Nation qui ait porté ſi loin la gloire de ſa navigation. Mais auſſi ne fut-il jamais de Nation ſi intéreſſée, ſi jalouſe, ſi avide, ſi ambitieuſe, & ſi prête à violer le droit des Gens, lorſqu'elle le juge néceſſaire à l'accroiſſement de ſon commerce. C'eſt toujours la balance à la main & le calcul ſous la plume qu'elle ſtipule avec les autres Nations. Quoiqu'elle ait la balance du commerce ſur preſque toute l'Europe, ce n'eſt pourtant qu'avec un ſenſible chagrin qu'elle ſe voit forcée de la payer à la Ruſſie pour les chanvres, les lins, la potaſſe, le fer, le merrain, les fourures, dont l'échange de ſes Manufactures ne fait qu'une partie.

Mais c'eſt-ſur-tout contre la France

que ſes Auteurs entrent en humeur. Tout ce que cette Nation gagne leur paroît perdu pour leur Patrie. Eſprits chagrins, durs & farouches, leur front eſt toujours couverts de nuages, lorſqu'ils portent leurs regards ſur les accroiſſemens du commerce de France ; ce ſont autant de coups de poignardqu'on leur enfonce dans le cœur, que ſes heureux ſuccès. Dominés par la miſantropie, on diroit que cette Nation leur eſt à charge, & que leur haine contr'elle leur tient lieu d'amour pour leur Patrie. Quelle étrange ambition que celle qui en veut au commerce de tout l'Univers ! Les François ſont bien malheureux, ſi pour être aimés des Anglois, il faut qu'ils laiſſent languir leur induſtrie, & qu'ils négligent un commerce, auquel les invitent l'heureuſe ſituation de leur pays, & ces ports que la nature bienfaiſante a creuſés pour eux ſur l'Océan & ſur la Méditerranée.

Il faut l'avouer, un point d'honneur mal entendu n'a que trop longtems étouffé chez les François la voix puiſſante de l'intérêt qui les appelloit

au commerce. Par une ſuite d'un goût barbare & Gothique, que nos pères nous avoient tranſmis avec leur franchiſe, tous les honneurs étoient pour les Nobles, pour les Militaires, ſans qu'il en rejaillît la moind e portion ſur les Commerçans : ces hommes ſi eſtimables, ſi néceſſaires à l'Etat, qui ne s'enrichiſſent qu'en procurant l'abondance, en excitant une induſtrie honorable, & dont les richeſſes prouvent les ſervices. Mépriſés & avilis autrefois, ils obtiennent de nos jours, graces à l'eſprit éclairé qui régne en France, & qui s'étend dans preſque toutes les conditions, une conſidération & une reconnoiſſance qu'on n'auroit jamais dû leur refuſer ; on commence à s'appercevoir en France, qu'ils ſont le reſſort de l'abondance, qu'ils ne font aucune entrepriſe, qu'il ne leur arrive aucun avantage, que le Public ne le partage avec eux. Aujourd'hui plus que jamais on s'accorde aſſez à penſer dans toute l'Europe, que les Nations acquiérent plus de véritable puiſſance en s'enrichiſſant par un commerce tran-

quille, qu'en aggrandiſſant leurs Etats par des conquêtes violentes. Dans une Nation comme la France, où tout s'opére par l'honneur ou la vanité, il eſt à croire, Mr, que le commerce y etant une fois en honneur, il fera de jour en jour des progrès bien rapides. C'eſt un bon reſſort pour un Gouvernement que l'honneur ou la vanité. Il ſe déploye toujours avec plus de force & d'énergie que la vertu même, ce reſſort des Républiques, ſelon l'illuſtre Auteur de *l'Eſprit des Loix*.

Il eſt heureux pour la France que ſa Marine dans la dernière guerre ait été ſi foible, & que l'Angleterre ait ſi fort abuſé de ſes forces maritimes pour l'abattre. La France s'eſt réveillée au bruit des exploits de ſa rivale; & tel qu'un lion qui regarde ſes bleſſures, n'en eſt que plus indigné, elle n'a enviſagé les injures dont ſa gloire a été flétrie ſur mer, que pour s'exciter puiſſamment à faire renaître ſa Marine de ſes cendres. Le projet de la rétablir & de lui donner une force qui pût balancer celle de la Marine Angloiſe, a été auſſi promptement exé-

cuté qu'il a été prudemment formé. La France devoit ce rétabliſſement à ſa gloire offenſée, ainſi qu'à l'intérêt qu'elle a de protéger ſon commerce. Par l'état où ſe trouve aujourd'hui la Marine Françoiſe, vous pouvez juger, Mr, des efforts prodigieux que la Nation a faits pendant le peu de temps qu'a duré la paix, & de ceux qu'elle eſt capable de faire dans la ſuite. La fierté des Anglois a trompé leur politique; ils ont trop compté ſur leurs forces. Dans l'yvreſſe où les ont jettés les ſuccès de leur Marine, ils ont cru que le tems étoit arrivé, où, à l'exemple des Romains, ils pouvoient commettre impunément des injuſtices éclatantes. Je ne puis donner d'autre nom à leurs entrepriſes contre les François, toutes les fois que j'examine de ſang froid les raiſons ſur leſquelles ils les appuyent. C'eſt bien ici qu'a lieu la Maxime, que les raiſons qu'on allégue pour ſe défendre d'une injure qu'on nous accuſe d'avoir faite, ſont quelquefois ſi frivoles, qu'elles ſemblent être plutôt une raillerie, qui ajoûte encore à l'injure, qu'une véritable juſtification.

Si ma lettre n'étoit déja trop longue, je vous ferois sentir, Mr, que les incursions des Anglois sur tous les vaisseaux François qui sont chargés de munitions de guerre, sont l'attentat le plus énorme au Droit public de l'Europe, que si peu de Jurisconsultes ont connu. Je reviendrai sur cet article, après que dans ma lettre suivante je vous aurai prouvé que votre République n'a point de plus dangereux ennemi que l'Angleterre.

LETTRE QUATRIÉME.

Allez, portez en pompe, & servez à genoux
L'Idole dont le poids va vous écraser tous. VOLT.

MONSIEUR,

Je ne puis mieux commencer cette lettre que par l'application de ces deux vers à quelques-uns de vos Compatriotes, que leur haine contre la France a tellement dévoués aux intérêts de l'Angleterre, qu'ils s'enchaîneroient volontiers à son char, pour l'aider à ranger l'Univers sous ses loix. La haine est injuste dans ses sentimens ainsi que dans ses jugemens. Combien parmi vous, qu'elle a aveuglés sur l'abîme que creuse sous les pas de la République, cette Nation qu'ils croyent être son plus ferme soutien ! Avec les principes de politique qui réglent sa conduite, & dont je vous ai entretenu dans mes précédentes lettres, pen-

ſez-vous, Monſieur, que l'Angleterre n'ait pas dû ſacrifier la Hollande à l'accroiſſement de ſon commerce, qu'elle regarde, peu s'en faut, comme la premiére divinité de ſon Iſle ! En qualité de Nation commerçante, & même de Nation la plus commerçante de l'Univers, après elle, vous avez auſſi la meilleure part à ſa haine. Je n'exeepte que les François, contre qui elle s'exerce avec plus d'acharnement encore que contre les Hollandois. Effectivement, l'Angeterre trouve par-tout ſous ſes pas la France, qui lui diſpute, peut-être avec quelque avantage, la ſupériorité dans tous les genres de Littérature, en attendant qu'elle puiſſe la lui diſputer dans le Commerce. Si la haine jalouſe des Anglois contre vous n'éclate pas avec cette impétuoſité de ſentimens féroces qu'ils ſe pardonnent volontiers en faveur des progrès de leur Commerce, vous n'en êtes redevables qu'à l'intérêt qu'elle trouve dans votre alliance. C'eſt bien aſſez d'avoir pour ennemis les François, ſans ſe mettre encore à dos les Hollandois. Croyez, Mr, que

l'intérêt eſt le ſeul frein qui les empêche de vous accabler. Mais ce frein, ils le blanchiſſent d'écume, par l'impuiſſance où ils ſe trouvent de détruire entiérement votre Commerce. Ne ſouhaitez pas qu'ils ruinent celui de la France. Forts de la foibleſſe des François, ils vous écraſeroient à votre tour. Comme les Anglois n'imaginent pas avoir beſoin de ſe contraindre à l'égard des François, ils laiſſent agir dans toute leur étendue leur haine, leur envie, leur jalouſie contre cette Nation.

Pour mieux juger du ſyſtême politique des Anglois à l'égard de la Hollande, ſouffrez, Mr, que je vous ramene au berceau de cette Republique. Tout ce que les Anglois ont fait pour ou contre la République, les ſecours qu'ils lui ont donnés ainſi que les guerres qu'ils lui ont faites, vous prouveront qu'elle a trouvé dans eux des ennemis plus dangereux que dans les Eſpagnols mêmes, qu'elle avoit reconnus pour ſes anciens maîtres, & dont le déſeſpoir, qu'inſpire la tyrannie, lui avoit fait ſecouer le joug impé-

rieux. Suivez-les dans toutes leurs démarches, vous les verrez constamment attachés à miner sourdement le Commerce de la République. Il a été autrefois, & même il est encore aujourd'hui trop puissant pour ne pas exciter leur jalousie.

Je conviendrai d'abord avec vous, Mr, que dans les premiers tems où la République se forma, & où, ressuscitant dans ses enfans l'antique audace de ces Bataves, qui avoient déterminé en faveur de César la fortune incertaine & chancelante à Pharsale, & avoient ramené la victoire sous ses drapeaux à Alexandrie, elle brisa ses fers, elle a reçu plusieurs secours du Royaume d'Angleterre, soit en argent soit en troupes. Mais vous savez aussi trop bien, Mr, que l'Angleterre consulta plus ses intérêts que ceux de la République dans les secours qu'elle lui prodigua. L'Angleterre avoit en vûe d'abaisser la Puissance Espagnole, qui faisoit ombrage à la sienne. Cette seule raison lui mit les armes à la main, & nullement cette compassion, qu'excite naturellement la vûe des mal-

heur eux. L'Angleterre n'aida la République à s'élever, que pour ſervir d'inſtrument à ſa grandeur. La ſuite ne l'a que trop fait voir. Mais de crainte que vous ne me trouviez injuſte à l'égard des Anglois, je conſens que la République leur tienne compte de ces ſecours multipliés, par qui elle acheva de briſer les derniers liens qui la retenoient encore attachée au joug Eſpagnol. C'eſt toujours beaucoup que d'obtenir des ſecours, que l'intérêt ſeul a déterminés en notre faveur. Mais ces ſecours tant vantés, & dont vous faites honneur à l'Angleterre, ſont mêlés d'un ſi grand nombre d'injuſtices à l'égard même de ceux à qui ils furent accordés, qu'il eût beaucoup mieux vallu pour les Hollandois de ne les avoir pas reçus.

Tandis que les Anglois protégeoient la Hollande, leur alliée, ils avoient pour l'Eſpagne des ménagemens qui coûtérent bien cher à la République. Par un excès de confiance, qu'elle croyoit ne pouvoir refuſer à ceux de ſa Religion, elle remit imprudemment aux Anglois ſes places frontie-

res les plus importantes, persuadée qu'ils sauroient bien les défendre contre les Espagnols. Mais elle éprouva que la Religion pouvoit beaucoup moins sur l'esprit des Anglois que l'intérêt politique. Ces places que la valeur avoit conquises sur les Espagnols au prix du sang des Hollandois, eh bien ! Mr, les Anglois s'en emparerent pour les remettre par la plus noire trahison aux Espagnols, contre qui ils auroient dû les défendre. Un Capitaine, nommé Marchand, vendit au Duc de Parme le Château de Wouw, pour la somme de dix mille florins pour lui-même, & pour trois mois de solde pour la garnison. Le Comte de Leycester, favori de la Reine Elisabeth, & Commandant en chef des troupes Angloises, en empêchant, par des ordres secrets, le Conseil d'Etat de faire évacuer à tems à ce Capitaine, dont la fidélité étoit dès-lors suspecte, le poste qui lui avoit été confié, fit présager dès-lors aux plus clairvoyans les obstacles que l'Angleterre opposeroit dans la suite à l'élevation de la République. La per-

fidie avoit trop bien réuſſi à ſon premier auteur, pour qu'elle ne fût pas embraſſée par les autres Anglois. Guillaume Stanley livra au Général Taxis la ville de Déventer; Roland Jork, corrompu par l'argent Eſpagnol, donna l'exemple de perfidie aux Anglois qui étoient en garniſon à Zwol & à Arnhem. Ils vendirent leur honneur aux Eſpagnols avec les places qu'ils gardoient. Le Comte de Leyceſter fut ſpectateur immobile de la priſe de l'Ecluſe par le Duc de Parme; & le Gouverneur de Gueldre, Ariſtote Platon, Ecoſſois d'origine, eut la lâcheté de vendre cette importante ville aux Eſpagnols. Je paſſe ſous ſilence bien d'autres infidélités qui furent commiſes par les troupes Angloiſes. Par la maniere dont elles ſe conduiſoient, on eût dit qu'elles étoient à la ſolde de l'Eſpagne & non de la Hollande.

Le Comte de Leyceſter, chargé d'ordres ſecrets de la part de la Cour d'Angleterre, travailloit cependant à ſe faire donner les plus fortes places de la République, afin que, ſi l'inté-

rêt de l'Angleterre exigeoit qu'elle ne rompît pas avec l'Eſpagne, elle pût acheter d'elle la paix & des conditions avantageuſes, aux dépens de la Hollande ſon alliée, qu'elle ſacrifieroit à l'Eſpagne, en abandonnant à cette Monarchie les places qui ſervoient de boulevart à la République naiſſante.

La Reine Eliſabeth peu inquiéte du ſort des Hollandois & de celui de leur Religion, leur envoya une ambaſſade ſolemnelle, pour les exhorter vivement à faire la paix avec l'Eſpagne. Le Comte de Leyceſter avoit déja preſſenti les Hollandois ſur cette paix, qu'ils refuſerent conſtamment, craignant de compromettre leur Religion, & de retomber ſous le joug auquel ils avoient ſouſtrait leur tête. L'Angleterre, pour ne pas paroître trahir la Hollande, qui avoit imploré ſon ſecours, exigea du Duc de Parme, qu'il retirât des Pays-Bas toutes les troupes étrangeres, qu'il laiſſât jouir les habitans de tous leurs anciens privileges, qu'ils ſe gouvernaſſent eux-mêmes ſelon leurs propres loix; qu'on

reſpectât les droits ſacrés de leur conſcience, & qu'on leur permît l'exercice libre de la Religion Réformée, au moins pendant deux ans, afin que durant ce tems-là les Etats puſſent s'accorder ſur le chapitre de la Religion. C'en étoit fait de la Religion Réformée dans tous les Pays-Bas, ſi les Eſpagnols, écoutant les propoſitions avantageuſes que leur fit l'Angleterre, de leur remettre les places dont elle étoit la maîtreſſe, moyennant le payement des ſommes ſtipulées avec la Hollande pour les troupes qu'elle lui avoit fournies, avoient ſu profiter de leur fortune préſente. Mais la Providence, qui vouloit aſſurer aux Hollandois leur liberté, & briſer le joug Eſpagnol qui s'appeſantiſſoit tous les jours ſur leur tête, ferma les oreilles des Eſpagnols à des raiſons ſi perſuaſives; & au-lieu de ſacrifier quelques ſommes d'argent à la reddition de pluſieurs places, qui ne leur auroient point coûté de ſang, leur mauvais Génie leur perſuada d'équipper une flotte puiſſante, que les vents plus conjurés contr'elle que

les Anglois, vinrent à bout de dissiper. Cet effort des Espagnols qui leur fit couvrir l'Océan de leurs vaisseaux, ne produisit point d'autre effet, que celui d'accélérer la conclusion d'une triple alliance entre la France, l'Angleterre & la Hollande contr'eux-mêmes. Vous conviendrez avec moi, Mr, qu'il n'a pas tenu à l'Angleterre que la Religion Réformée ne fût extirpée des sept Provinces-Unies, où elle n'avoit pas encore jetté des racines profondes. La plûpart des Provinces des Pays-Bas tenants toujours à Rome par leur soumission, il n'est pas douteux que dans ces tems, où les esprits, qui panchoient déja pour la Réforme, étoient encore mal affermis, elles auroient de nouveau reconnu l'autorité de l'Eglise Romaine. Je ne vous arrête, Mr, sur cette réflexion, que pour vous convaincre que l'intérêt de la Religion n'a jamais été assez puissant pour balancer dans le cœur des Anglois leur propre avantage, & qu'il leur auroit peu importé de vous voir tous Romains, pourvu que leur Commerce s'en fût accrû.

Oui,

Oui, Mr, c'eſt une vérité de fait que les Hollandois vis-à-vis des Anglois ont toujours été la dupe de leur propre Religion, & que ſous ce prétexte ſacré ils ont été engagés par les Anglois dans des guerres toujours funeſtes à la République, & ſeulement utiles à ſes Alliés. La conformité des ſentimens dans une même Religion n'eſt donc point une raiſon qui ait dû attacher la Hollande à la fortune de l'Angleterre. La raiſon de l'Etat eſt toujours plus forte que celle de la Religion, qui ne ſert que de voile pour couvrir les reſſorts myſtérieux de la Politique.

L'Angleterre oublia bientôt les engagemens qu'elle avoit pris avec la France & la Hollande. Malgré la triple alliance, par laquelle il étoit très-expreſſément ſtipulé qu'on ne ſe prêteroit à aucune tréve, & encore moins à aucune négociation pour la paix avec l'Eſpagne, ſans le conſentement unanime de toutes les Parties contractantes, mais qu'au-contraire on l'attaqueroit de toutes ſes forces & avec la derniere vigueur dans ſes propres domaines, l'Angleterre fit non ſeu-

lement, ſans le conſentement des autres Alliés, ſa paix particuliére avec l'Eſpagne, mais ſtipula même qu'aucune des deux Nations ne ſoutiendroit en aucune maniere les ennemis & les ſujets rebelles de l'autre. Par ce Traité elle ne violoit pas ſeulement ſon alliance avec la Hollande; mais elle la laiſſoit expoſée à la merci des Eſpagnols, qui continuoient toujours à la traiter de rebelle, & qui ne négligeoit rien pour la remettre à la chaîne. Cependant les villes de la Brille, Rammekens & Fleſſingue, demeuroient hypothéquées à la Grande Bretagne, qui, pour ne pas enfreindre le Traité conclu avec l'Eſpagne, ne permit point aux troupes qu'elle avoit dans ces villes, de prendre parti pour les Hollandois, bien qu'elles fuſſent ſoudoyées par ces Républicains. L'Angleterre ne ſe montroit religieuſe à garder ſon alliance avec l'Eſpagne, que pour enfreindre plus audacieuſement celle qu'elle avoit contractée antérieurement avec la Hollande. Pouvoit-on, Mr, inſulter d'une maniére plus ou-

trageante les Hollandois, que de les obliger à payer des troupes, dont une alliance postérieure avec leurs ennemis enchaînoit la valeur ?

Les Hollandois indignés de prodiguer leur argent pour des troupes qui leur étoient absolument inutiles, firent un effort pour les congédier. Ils traitérent avec Jacques I qui étoit alors sur le Trône d'Angleterre, pour l'évacuation de leurs places. Ce Prince, pour étonner leur courage & déconcerter leurs projets, leur demanda la somme de deux millions cinq cens mille florins : mais il fut lui même dupe de son artifice dans cette occasion. Le Grand-Pensionnaire Barneveldt trouva dans l'œconomie de ses concitoyens un moyen de remettre aux Anglois cette somme prodigieuse pour le tems, & de rendre à sa patrie la liberté, que, sous prétexte de la conserver, ils lui avoient enlevée. Cette action qui le combla de gloire dans l'esprit de ses concitoyens, lui attira la haine de Jacques I qui, dit-on, ne se montra si fort aigri contre les Armeniens, que parce que

cet habile Miniſtre faiſoit à leur ſecte l'honneur de la favoriſer.

Les progrès rapides & étonnants que faiſoit de jour en jour le commerce des Provinces-Unies, réveillérent la jalouſie des Anglois, & en même tems leur attention pour y mettre des obſtacles. La pêche du hareng, qui a paſſé très-longtems pour la *mine d'or* de la République, & à laquelle Jean de Wit attribue toutes les reſſources que les Hollandois ont trouvées pour ſecouer le joug Eſpagnol, pour conquérir les Indes, pour acquerir de la conſideration en Europe, devint un crime aux yeux des Anglois. Ils ſe ſouvinrent alors qu'ils étoient les Souverains de la mer; &, ſous ce prétexte, ils exigérent de tous les Pêcheurs Hollandois le dixiéme hareng, comme un hommage rendu à leur Souveraineté, & un droit pour la permiſſion qu'ils leur accordoient de pêcher dans des mers qui baignoient leur Iſle. Ces prétendus Souverains appuyant de la force leurs prétentions ambitieuſes, enlevérent ux Hollandois grand nombre de vaiſ-

ſeaux, maltraitérent leurs matelots, & cauſérent un grand préjudice à leur commerce. Déjà, pour terminer cette conteſtation de l'Empire des Mers, les Hollandois ſe préparoient à un combat naval & déployoient la voile de leurs vaiſſeaux, lorſque des diſſenſions domeſtiques rappellérent les Anglois dans leurs propres foyers.

Les Hollandois ne furent pas longtems à s'appercevoir que les Anglois les aimoient bien moins comme Proteſtans, qu'ils ne les haïſſoient comme riches Commerçans. Dans le combat des Dunes, où la Flotte Hollandoiſe, commandée par l'Amiral Tromp, eut l'avantage ſur les Eſpagnols; les Anglois, bien loin de fermer leurs ports à l'ennemi juré de la Religion Proteſtante, les reçurent dans celui de Dunkerque, où dix de leurs plus gros vaiſſeaux, chargés d'hommes & d'argent, trouverent un azile ſûr contre les Hollandois, qui pourſuivoient en eux les ennemis de leur liberté.

Sous Cromwel, Tyran & Protecteur d'Angleterre, le commerce de la Hollande reçut un échec bien ter-

rible. Le Bill du Parlement, par lequel il étoit défendu à tous les étrangers d'apporter désormais en Angleterre sur leurs vaisseaux d'autres productions que celles du crû de leur pays, fut un coup mortel pour le commerce de la République, dont l'objet est, comme l'on sait, d'enlever avec œconomie les productions de tous les peuples pour les répandre avec profit. Mais comme ce Bill ne permet aux étrangers l'exportation de leurs propres denrées, que sous des droits plus forts que si elles étoient importées par des vaisseaux Anglois; l'Angleterre a trouvé le secret, en leur interdisant par-là implicitement toutes exportations, de les faire par elle même.

Cet Acte de navigation, dont la gloire est dûe à Cromwel, 'est certainement l'époque de la grande puissance maritime des Anglois. Ils ont pu sans doute favoriser ainsi leur commerce aux dépens de celui de toutes les Nations. Mais, Mr, ne trouvez-vous pas que ce droit extrême est une extrême injure? *Summum jus, summa*

Injuſtitia. Je ſuis ſurpris que les autres Nations, & ſurtout la vôtre, ne prennent point exemple ſur les Anglois, pour exercer envers eux la même rigueur dans le commerce, qu'ils exercent envers tous les autres. La Nation Angloiſe a la réputation d'être la plus intelligente dans le commerce; mais elle n'obtient cette réputation qu'au dépens d'une qualité bien plus eſſentielle ſelon moi; je veux dire, cette généroſité de ſentimens nobles & élevés, qui ont pour objet le bonheur de tous les humains.

Ce n'étoit pas aſſez pour l'Angleterre de violer à l'égard de la Hollande les droits imparfaits que preſcrit l'amitié & la bienveillance, ſi elle ne donnoit encore atteinte à ſes droits parfaits. Toujours entêtée de ſa Souveraineté des mers, l'Angleterre exigea de nouveau des droits ſur le poiſſon qu'on pêchoit le long de ſes côtes; elle demanda une réparation complette du tort qu'elle prétendoit avoir ſouffert dans les Indes par la Compagnie Hollandoiſe des Indes Orientales; elle permit même à ſes

Sujets, *dans le sein de la paix*, de se dédommager eux-mêmes & de se procurer une satisfaction convenable de ce qu'ils avoient à pretendre à la charge des habitans de l'Etat, par la prise de leurs vaisseaux. En 1726, l'Angleterre, accoutumée à de pareils procédés, si contraires au Droit public de l'Europe, fit une espéce de guerre semblable à l'Espagne. Elle donna ordre à ses Amiraux de saisir les galions Espagnols ; de mettre le scellé aux effets ; de les amener à un port de la Gande-Bretagne, pour y faire la répartition des marchandises entre les intéressés de toutes les Nations, la portion du Roi d'Espagne mise en séquestre jusqu'au liquidement des sommes dues ou prises par les Armateurs Espagnols. Les Anglois ont introduit un nouveau Droit des Gens, par lequel, sans se soumettre à la vaine cérémonie d'une Déclaration de guerre ils exercent toujours à bon compte des actes d'hostilité. On diroit qu'en Morale ainsi que dans la Littérature les Anglois ne veulent être enchaînés par aucunes loix.

En conſéquence de cette permiſſion accordée aux Anglois par leur Souverain, d'exercer contre les Hollandois toutes ſortes d'hoſtilités, ſans aucune déclaration de guerre, la bonne-foi des Hollandois fut ſurpriſe. La porte fut tellement ouverte à toutes ſortes de déprédations, qu'en moins d'une année tous les Ports de la Grande-Bretagne furent inondés de vaiſſeaux Hollandois. Les Etats qui concevoient parfaitement bien qu'en ruinant leur Commerce, on ébranloit juſqu'à ſes fondemens la République, qui n'a de vie que par lui, députerent auſſi-tôt un Ambaſſadeur extraordinaire en Angleterre, pour réclamer le Droit des Gens ſi violemment outragé par cette Monarchie Républicaine. Cependant ils équiperent un nombre convenable de vaiſſeaux, dont ils donnerent le commandement à l'Amiral Tromp, afin de donner plus de force aux raiſons que leur Ambaſſadeur étoit chargé de faire entendre à Londres, & de garantir les tréſors flottans de la République contre l'avidité Angloiſe. Mais comme ſi le Droit

des Gens n'étoit pas fait pour l'Angleterre, on n'eut aucun égard aux représentations fortes & pressantes de l'Ambassadeur Hollandois ; &, sans attendre qu'on eût décidé quels torts la République devoit réparer, l'Angleterre ne voulut pas perdre l'occasion favorable d'attaquer à l'imprévu vingt vaisseaux Hollandois qui revenoient des Barbades. Elle s'en empara contre tout droit, bien persuadée que, quelle que fût son injustice dans cette attaque, elle se maintiendroit dans son ancienne possession, qui est de ne jamais rendre ce qu'elle a déclaré une fois de bonne prise. La Flotte Angloise commandée par l'Amiral Blak, attaqua celle de l'Amiral Tromp, sous le prétexte frivole qu'elle refusoit de baisser le Pavillon, & de reconnoître la Souveraineté des Mers que l'orgueilleuse Angleterre s'arrogeoit. Telle fut l'origine de cette guerre sanglante, qui teignit si souvent les Mers du sang des Anglois & des Hollandois. La victoire demeura souvent indécise entre ces deux Amiraux, qui étoient tous deux sur mer ce que les Condés & les

Turennes étoient ſur terre. Après beaucoup de ſang répandu de part & d'autre pour le vain & bizarre honneur du Pavillon, la paix fut enfin ſignée entre les deux Nations belligérantes, ſans que la Hollande pût engager l'Angleterre à adoucir en ſa faveur la Loi rigoureuſe du fameux Acte de la navigation.

Charles II ne fut pas plûtôt remonté ſur le Trône d'Angleterre, dont une mort ſanglante avoit fait deſcendre ſon pere, & que Cromwel venoit de ſouiller par une injuſte uſurpation, qu'il fit revivre l'ancienne prétention de l'Empire des Mers, & parut ainſi vouloir conteſter de nouveau aux Sujets Négocians de la République, le libre uſage de cet élément commun à toutes les Nations. La guerre recommença plus vivement que jamais entre les deux Puiſſances Maritimes. La Hollande ne vouloit point reconnoître une Souveraineté que l'Angleterre n'a jamais pu bien prouver; elle vouloit ſoutenir le droit réel de ſon Commerce dans les Indes. Autant cette guerre étoit légitime de la part

de la Hollande, qui combattoit pour la liberté de ſon Commerce, autant étoit-elle injuſte de la part de l'Angleterre, qui n'avoit d'autre droit, pour troubler le Commerce de ſa rivale, que celui que lui donnoit ſa force. La République fut donc forcée à s'engager dans une guerre de mer, célébre par les batailles les plus opiniâtres qui ſe ſoient jamais données, mais dont tout le fruit fut l'affoibliſſement des deux partis. Ce fut dans ces combats que ſe développa toute entiere l'ame de de Ruiter, le plus grand-homme de mer qu'on eût vu encore. Ce fut lui qui alla brûler les plus beaux vaiſſeaux d'Angleterre juſques dans ſes Ports à quatre lieues de Londres. Mais ſi l'Amiral Hollandois acquéroit beaucoup de réputation, en faiſant triompher la Hollande ſur les Mers, dont les Anglois avoient toujours eu l'empire, la Hollande n'avoit pas moins raiſon de ſe plaindre de l'Angleterre, qui lui faiſoit acheter ſi cher le droit commun à tous les hommes de naviger librement dans toutes les Mers pour leur Commerce.

Toutes ces guerres, Mr, où nous voyons que la Hollande s'eſt engagée contre ſon inclination pacifique, décélent d'une manière aſſez viſible le génie ambitieux de l'Angleterre, qui ne les a excitées que dans le deſſein d'affoiblir de plus en plus la République, & de lui enlever les meilleures branches de ſon Commerce. Le génie de la République a luté long-tems contre celui de l'Angleterre, avec des forces égales : mais ſoit que l'Anglois ait plus d'activité dans l'eſprit, plus d'ambition dans le cœur, plus d'habileté dans la politique, plus de ſcience dans le Commerce, que les Hollandois, nous voyons que depuis le Traité d'Utrecht, par lequel l'Angleterre obtint pour elle le contrat de l'Aſſiento & la poſſeſſion de Gibraltar & de Port-Mahon, le Commerce Anglois a pris ſur celui des Provinces-Unies un aſcendant qu'on n'oſeroit preſque marquer dans la crainte de n'être pas cru. Je ne vous arrête, Mr, ſur ces triſtes réflexions, que pour vous montrer l'Angleterre toujours conjurée contre la République

depuis ſon origine juſqu'à nos jours ; & s'avançant pas à pas vers ſon grand but, qui eſt d'engloutir tout le Commerce de ſon Alliée, de miner peu à peu ſes forces maritimes, & de finir par l'enſevelir ſous les flots de la mer qui l'environne. Jamais l'alliance n'a été plus étroite entre les deux Nations qu'elle l'eſt aujourd'hui, & jamais auſſi l'Angleterre ne fut plus redoutable à la Hollande : elle l'embraſſe, mais c'eſt pour l'étouffer. Comme votre prévention pour les Anglois, Mr, eſt un peu forte, je vais encore parcourir avec vous certains faits, qui ne confirmeront que trop le ſyſtême politique de l'Angleterre, qui tend à élever de plus en plus ſon Commerce ſur les ruines de celui de votre République.

L'aſcendant que la France prenoit de plus en plus ſur l'Eſpagne, qu'elle affoibliſſoit par la priſe de ſes Villes tant en Flandre que dans la Franche-comté, allarma les Hollandois pour leurs frontières. Ils frémirent de ſe voir ſi voiſins d'une Puiſſance formidable, dont ils n'étoient plus ſéparés

que par une barrière impuiſſante. Pour tenir la balance de l'Europe, & réprimer l'ambition de Louis XIV qui l'approchoit par dégrés d'eux, ils projetterent une triple alliance entre la Hollande, l'Angleterre & la Suéde. Ce qu'ils croyoient devoir être leur ſalut, penſa cauſer leur perte. Louis XIV indigné qu'un petit Etat tel que la Hollande conçût l'idée de borner ſes conquêtes & d'être l'arbitre des Rois, médita dès lors de s'en venger. Il ne ſuſpendit ſa vengeance quelque temps, que pour la rendre plus terrible. Elle éclata enfin par des événemens prodigieux, dont le ſouvenir durera autant que l'Hiſtoire.

En 1672, la France, après avoir endormi la Suéde par ſes négociations, & acheté de ſon argent l'amitié de l'Angleterre, tomba avec toutes ſes forces ſur la Hollande. Son génie tutélaire la préſerva d'une perte certaine, & ſauva à la France l'éternel regret d'avoir détruit une République, qu'elle avoit protégée & chérie ſi long tems comme ſon propre ouvrage. Je pardonne aux Hollandois

les sentimens de haine qu'ils prirent alors contre les François. Ils avoient vu leur perte de trop près, & la guerre avoit causé chez eux de trop funestes ravages, pour que le Nom François ne leur fût pas devenu extrêment odieux. Mais le fardeau de cette haine qu'ils portoient aux François, ne devoit-il pas tomber avec autant de force sur les Anglois, qui, pour mieux accabler la Hollande, s'étoient unis avec la France, contre les principes de la raison d'Etat, pour élever une Puissance que leur intérêt étoit d'affoiblir? La haine des Anglois contre la France s'oublia dans cette occasion, pour se tourner toute entière du côté de la Hollande. Quel prétexte de guerre que celui que les Anglois alléguoient contre elle? La Flotte Hollandoise, disoient-ils, n'avoit pas baissé son Pavillon devant un batteau Anglois.

La France avoit du moins une raison plus spécieuse. Elle vouloit punir la Hollande d'avoir conspiré contr'elle, en formant une alliance favorable à l'Espagne son ennemie, & fu-

neſte à elle-même, dont elle dérangeoit les projets. Que pouvoit alors reprocher la Hollande à la France ſon alliée naturelle? Sa trop grande puiſſance? Mais depuis quand la force d'un Etat fournit-elle un prétexte de rupture à une Nation contre qui elle ne s'exerce pas?

L'Angleterre, pour commettre des actes d'hoſtilité, n'avoit pas attendu à donner une auſſi mauvaiſe raiſon de la Guerre qu'elle déclaroit alors ouvertement à la République. Charles II avoit déja envoyé, ſous les ordres du Chevalier Holmes, une Flotte de trente-huit Vaiſſeaux de Guerre en mer, pour troubler la navigation des Hollandois. Cette flotte ayant rencontré, à la hauteur de l'Iſle de Wigt, la flotte Hollandoiſe qui revenoit de Smirne, compoſée de 5 Vaiſſeaux de Guerre & de 72 Bâtimens marchands, ſans être retenue par les liens de la paix qui n'étoit point encore rompue, l'attaqua avec beaucoup de fureur, à trois repriſes. Les Hollandois ne perdirent dans cette occaſion qu'un ſeul Vaiſſeau de Guerre & trois Bâtimens

marchands, leur valeur les ayant assez bien servis contre des forces beaucoup supérieures aux leurs. Vous remarquerez, s'il vous plaît, Mr, que c'est presque toujours dans un tems de paix, c'est-à-dire dans un tems où les Nations se reposent avec sécurité sur les Traités, que l'Angleterre a commis des actes d'hostilité contre les autres Puissances. Si, à nos jours, dans un tems où la Guerre n'est pas encore déclarée, elle fait des incursions sur tous les Vaisseaux François que leur malheur pousse vers ses flottes, nous ne devons pas en être surpris. L'Angleterre ne fait en cela que suivre constamment ses anciens principes. C'est toujours à la force, & non à la justice, qu'elle mesure son droit des Gens.

Mais ce qui auroit dû pour jamais aliéner la Hollande contre l'Angleterre, c'est le projet ambitieux que cette Puissance conçut de partager avec la France les dépouilles de la République. La Hollande voyoit flotter sur ses bords les Etendars François; ses campagnes étoient jonchées & de

sang & de morts ; enfin l'unique espérance des Hollandois étoit dans leur désespoir. Ce fut dans ces tristes circonstances que Charles II croyant la République perdue sans ressource, & voulant avoir sa part d'une si riche proye, envoya vers le Monarque François le Duc de Monmouth son fils naturel, pour complimenter ce Prince sur ses grandes victoires, & le prier, qu'avant de soumettre le reste de la République, il voulût premiérement s'emparer des Isles de la Zélande, en faveur de la Couronne d'Angleterre. C'étoit le prix qu'elle exigeoit de ses opérations militaires par mer contre la Hollande, dans le même tems que les armes victorieuses de la France la pressoient de tous côtés sur terre.

Louis XIV avoit trop écouté la voix de la vengeance ; mais, sa gloire une fois satisfaite, il n'est pas douteux qu'il n'eût laissé attendrir sa victoire aux pleurs d'un peuple malheureux. L'alliance que la Hollande avoit formée avec la Suéde & l'Angleterre contre les intérêts de la France, n'étoit

qu'une injure paſſagére : mais ſon commerce, que chaque jour rendoit encore plus floriſſant, étoit une injure éternelle pour le peuple Anglois. Voilà pourquoi l'on peut aſſûrer que l'Angleterre, tant qu'elle fera du Commerce ſon idole, ſera toujours conjurée pour avancer la perte de la Hollande. L'ambition qui naît du déſir d'étendre ſa domination, eſt toujours moins funeſte aux Nations, que celle qui naît du déſir d'étendre ſon Commerce.

Alexandre n'a pas toujours brillé d'une triſte ſplendeur. Les Royaumes que ſa valeur conquéroit, ſon amour pour la gloire les rendoit à ceux que ce même amour de la gloire en avoit dépouillés. Mais dans quels tems une Nation poſſédée de l'ambition d'aggrandir ſon Commerce, l'a-t-elle reſſerré, pour en favoriſer d'autres qu'elle ?

Je me rappelle d'avoir entendu dire que, durant la Guerre qui s'alluma ſous le régne de Charles II entre les deux Puiſſances maritimes, un Seigneur Anglois avoit oſé dire publi

quement à la Haye en pleine compagnie, qu'avant qu'il fût deux ans on ne verroit plus aucun Vaiſſeau ſortir des Ports de la Hollande ; que la ruine de la Navigation des Provinces-Unies étoit le vrai & unique but que ſe propoſoit la Nation Angloiſe. Effectivement, elle s'eſt toujours conduite à l'égard des Hollandois d'une maniére à ne laiſſer aucun doute ſur ce ſyſtême politique, qu'on lui attribue. On a vu ſa flotte, attaquant à Bergue en Norwége les Vaiſſeaux Hollandois qui revenoient des Indes Orientales, violer d'une maniere inouie l'hoſpitalité des Ports du Nord. Le ſuccès ne répondit point à ſon attente ; car les aggreſſeurs ayant été repouſſés avec beaucoup de bravoure, furent obligés de ſe retirer de la Baye en grand déſordre & aſſez maltraités ; & ils n'emporterent de leur injuſte entrepriſe que la honte & les remords d'un attentat ſi inexcuſable.

Dans le tems que les armes victorieuſes de Louis XIV faiſoient pancher la République vers ſa ruine, l'Angleterre en accéléroit la chûte

par ſes déſirs ainſi que par ſes armes. *Il faut détruire cette Carthage trop enviée : il faut l'abîmer ſous ſes flots.* C'eſt ainſi que le Lord Chancelier d'Angleterre ne fit pas difficulté de s'exprimer publiquement dans la Harangue qu'il prononça aux deux Chambres du Parlement. Pour détacher la Nation Angloiſe des François, & lui donner pour les Hollandois des ſentimens plus pacifiques, il ne fallut pas moins que la réſolution priſe par l'Eſpagne de lui déclarer la Guerre conjointement avec l'Empereur, & de lui défendre tout commerce dans ſes Ports, ſi elle ne rentroit auſſi-tôt en paix avec la Hollande. La jalouſie du Commerce avoit donné pour ennemis à la Hollande les Anglois ; la crainte de ſa diminution les lui réconcilia. Cette Nation fiére & ambitieuſe n'accepta pourtant la médiation de l'Eſpagne, qu'en ſtipulant avec les Hollandois qu'ils lui payeroient la ſomme de deux millions de florins pour les frais d'une Guerre qu'elle leur avoit elle-même ſi injuſtement déclarée. Mais les Hollandois étoient alors trop foibles pour récla-

mer les droits de l'équité naturelle. La Guerre continuant toujours entre la France & la République, donna un essor libre au Commerce des Anglois. Leurs Vaisseaux parcouroient sans crainte toutes les mers, & rapportoient dans leurs Ports les richesses de l'Univers. Cependant le Commerce de la Hollande souffroit beaucoup d'une Guerre, dans laquelle l'Empereur, l'Empire & l'Espagne étoient entrés pour ses intérêts. Il est vrai que la Guerre venant à se tourner principalement du côté des Alliés, la Hollande respira un peu. Cette République fut assez heureuse ou assez adroite, pour ne paroître plus qu'Auxiliaire, dans une Guerre entreprise pour sa ruine. L'Empire & l'Espagne, d'abord Auxiliaires, devinrent les principales parties, & reçurent les grands coups. Mais le Commerce, source unique de la richesse & de la puissance de la Hollande, étoit extrêmement gêné. Les armes effarouchent le Commerce ainsi que les Muses. Enfin le tems marqué pour la paix arriva; & Louis XIV dans les conditions qu'il imposa com-

me vainqueur, favoriſa le Commerce des Hollandois, leur rendit Maſtricht, & remit aux Eſpagnols quelques villes qui devoient ſervir de barriére aux Provinces-Unies. Par cette paix, le Commerce de la Hollande alloit reprendre ſon ancienne ſplendeur. C'en fut aſſez pour réveiller la jalouſie des Anglois, & les porter à traverſer par toutes ſortes de moyens une paix, de laquelle dépendoit la proſpérité de la République. Mais celle-ci ſourde à tout autre ſentiment qu'à celui de ſes pertes, ne voulut plus d'une Guerre ſi funeſte à ſon Commerce, & dont tout l'avantage au' it été pour l'Angleterre ſa rivale.

L'Angleterre toujours ennemie & toujours jalouſe de la France, s'étoit déterminée avec plus d'animoſité que d'examen, à prohiber le commerce de cette Nation. Mais trouvant, après une plus mûre délibération, que ce commerce lui étoit avantageux, elle ne fut pas fâchée de renouer avec la France, qui de ſon côté r'ouvrit avec plaiſir un commerce où elle comptoit gagner. La France, dont les vûes alors n'égaloient

n'égaloient pas ſon activité par rapport au Commerce, ne tarda point à s'appercevoir de ſon infériorité : en 1687, elle fut obligée de doubler les droits d'entrée ſur les draps larges & ſur les ſerges. Les ſuites de la révolution ſurvenue en Angleterre en 1688, interrompirent de nouveau le Commerce. La paix de Riswick en 1694 ne diminua rien de ces vengeances réciproques. La Hollande traita ſéparément, & obtint des conditions favorables pour ſon Commerce. » En effet, » dit le Traducteur du *The Britsh* » *Merchant* dans ſon diſcours préli» minaire, le tarif de 1699 livroit à » cette République toutes les bran» ches de notre navigation & de notre » induſtrie : les droits ſur les étoffes » de laine y étoient réduits à près de » moitié, & celles de l'Angleterre de» voient néceſſairement nous paſſer » ſous le nom des Hollandois «.

C'étoit avec un chagrin bien ſenſible que l'Angleterre voyoit la Hollande proſpérer par un Commerce, dont elle auroit pû partager les profits avec ſa rivale, ſi ſa haine contre la France

ne l'avoit aveuglée sur ses propres intérêts. Elle travailla à détourner de la Hollande ces canaux féconds d'un Commerce si lucratif pour son Alliée, en l'engageant contre son propre intérêt dans la malheureuse guerre de 1702, dont elle n'a remporté d'autre avantage que celui d'épuiser ses finances & d'accroître le Commerce de l'Angleterre, aux dépens du sien propre.

Le Roi, pour punir l'ingratitude de la République, prohiba toutes les manufactures de l'Angleterre, soit qu'elles vinssent en droiture, soit par entrepôt dans d'autres Etats; & il fixa sur quelques-unes de ses denrées les droits proportionnés au besoin qu'on en avoit. Cette prohibition causa une perte réelle tant aux Anglois qu'aux Hollandois; mais les Anglois y furent peu sensibles, parce qu'elle retomboit en partie sur les Hollandois, & que d'ailleurs ils méditoient dès-lors de se dédommager, aux dépens des Hollandois, d'un Commerce, dont ils avoient tari eux-mêmes la source; parce qu'il ne couloit pas en-

tiérement pour leur propre avantage. Voici comme ils s'y prirent.

Louis XIV, indigné depuis longtems de ce que l'Angleterre, conformément au fameux Bill du Parlement projetté du tems de Cromwel, avoit interdit juſqu'à préſent à ſes Sujets, auſſi bien qu'à ceux de la République & à toutes les autres Nations commerçantes, d'y porter avec leurs vaiſſeaux des marchandiſes étrangéres qui n'étoient point du crû de leurs pays reſpectifs, avoit, ſuivant la Loi du Talion, fait publier dans ſon Royaume le 6 Septembre de l'année 1701, une ſemblable défenſe contre les Anglois : Repréſaille ſi juſte & ſi bien fondée en équité, qu'il ſeroit à ſouhaiter que tous les Royaumes & Etats en fiſſent autant par rapport à la Grande-Bretagne. Comme cette défenſe, quoique fondée ſur le Droit Naturel, avoit porté au Commerce des Anglois en France un coup auſſi funeſte que celui que cette Nation intéreſſée avoit fait tomber autrefois ſur le trafic des Hollandois en Angleterre, ils ne manquèrent point de la mettre particuliè-

rement au nombre des motifs essentiels, qui portoient la Grande-Bretagne à déclarer la guerre de 1702. On est tout surpris de voir que l'Angleterre ait déclaré la guerre à la France, pour avoir fait dans ses Etats une loi toute semblable à celle que les Anglois avoient autorisée dans leur Parlement, & qu'ils regardoient, suivant les maximes de leur Etat, comme très-juste & très-raisonnable, & nullement capable de donner le moindre sujet de rupture aux Nations pour qui elle étoit si rigoureuse. Je laisse, Mr, à votre impartialité à qualifier cet étrange principe du droit des Gens de la Grande-Bretagne, qui défend aux autres Nations ce qu'elle se permet à elle-même.

Tout commerce ayant donc cessé entre la France & la Grande-Bretagne, celle-ci, au mépris des Traités qui rendoient le commerce de Portugal très-avantageux à la Hollande, traita séparément avec le Portugal, pour en déterminer tout le Commerce en sa faveur. Ce fut dans cette vûe que Mr Methuen, son Ambassadeur

Extraordinaire auprès du Roi de Portugal, conclut le 27 Décembre 1703 un Traité mutuel avec ce Prince, dans lequel il fut ſtipulé, qu'il ſeroit permis aux Anglois d'apporter en Portugal toutes ſortes de draps & autres manufactures de laines Angloiſes, ſur le même pied que cela ſe pratiquoit avant qu'on en eût généralement défendu l'entrée, pour favoriſer les fabriques nouvellement établies dans ledit Royaume; & que cette permiſſion ſubſiſteroit pour jamais, & auſſi long-tems que les vins de Portugal payeroient dans la Grande-Bretagne un tiers moins de droits d'entrée que ceux de France. Cette ruine du Commerce Hollandois, ſignée par le Miniſtre Anglois, lui valut une ſtatue de la part de toutes les Villes commerçantes de la Nation, qui ne crurent jamais aſſez payer l'accompliſſement d'un Traité qui leur étoit ſi avantageux. Depuis cette époque fatale, le Commerce Hollandois n'a pu ſe ſoutenir en Portugal; & dans ſa chûte il a entraîné preſque toutes les manufactures du Pays, aujourd'hui ſi lan-

guiſſantes, qu'il eſt preſque impoſſible de les ranimer.

Ce n'étoit pas là le dernier coup que l'Angleterre devoit porter au commerce de la Hollande. Il fut arrêté dans le Parlement, qu'on feroit des inſtances réitérées auprès de la Reine Anne, pour qu'elle diſposât les Provinces-Unies à ceſſer tout commerce avec la France. Leurs Hautes-Puiſſances ne virent pas d'abord le piége qu'on leur tendoit. Les Miniſtres Anglois leur faiſoient enviſager la ceſſation de tout commerce avec la France, comme un moyen très-propre à affoiblir & mettre à la raiſon cette redoutable Couronne. Mais l'événement prouva que dans cette négociation le motif des Anglois avoit été de ruiner ce qui reſtoit du commerce de la Hollande, & de ſatisfaire en même tems leur averſion naturelle contre la France. En déférant trop aux ſentimens de la Reine Anne & aux ſollicitations du Parlement; la Hollande s'enchaîna elle-même au char de l'Angleterre, & devint l'inſtrument de la grandeur de ſa plus

cruelle ennemie. Ne pouvant plus tirer des vins de la France, elle se vit réduite à se pourvoir de ceux de Portugal par le canal des Anglois, au grand avantage du commerce de ces derniers. La République auroit bien dû se dire dans le tems de cette négociation insidieuse, où on lui persuada de cesser tout commerce avec la France : *Timeo Danaos & dona ferentes.*

Leurs Hautes Puissances, ayant ouvert les yeux sur le piége où elles avoient été prises, refuserent de consentir au renouvellement de cette interdiction en 1704, malgré les vives instances que le Parlement d'Angleterre leur fit renouveller à cet égard. Elles firent parvenir à la Reine les pressans motifs qui les empêchoient de prolonger la défense en question par rapport à ces Provinces. Quelques solides que fussent les raisons de la République, puisqu'elles avoient pour but d'empêcher la ruine totale de son Commerce, les Anglois néanmoins ne les trouverent pas d'un assez grand poids, pour se faire un crime de prendre & de confisquer grand nombre de vais-

ſeaux, dont les paſſeports faiſoient aſſez connoître qu'ils appartenoient aux habitans de cet Etat, un de leurs plus conſidérables & plus fidéles Alliés. Ce juſte refus, que firent alors leurs Hautes-Puiſſances, leur fut même imputé dans la ſuite comme un grand crime, parce qu'elles avoient éludé par là les véritables vûes du Parlement, & qu'elles n'avoient pas eu la complaiſance, pour faire plaiſir aux Anglois, d'appauvrir la République. On vit dans cette occaſion les plaintes partir de l'endroit même où elles auroient dû être portées. C'étoient les Anglois qui avoient tort, & qui ſe plaignoient des Hollandois qu'ils avoient offenſés.

On voudroit, Mr, que l'Angleterre ſe jugeât elle-meme, comme elle juge les autres Nations. Si l'Angleterre, par ſon Traité d'alliance avec la Hollande, avoit acquis le droit de défendre à celle-ci ſon Commerce avec la France leur ennemie commune; pourquoi, ſous le regne d'Eliſabeth, ne put-elle digérer que les Provinces-Unies euſſent fait arrêter des vaiſſeaux

Anglois, qui alloient dans les ports d'Eſpagne pendant le plus grand feu de la guerre entre l'Eſpagne & les Provinces-Unies? Auroit-elle donc eu le pouvoir de lier la Hollande par rapport à une loi, dont elle fait uſage contre les autres Nations? Les Anglois ont toujours eu l'injuſtice de refuſer aux autres Nations, de traiter avec eux ſur le même pied qu'ils veulent traiter avec elles. Ils veulent que leur Commerce ſoit ouvert avec les ennemis de leurs Alliés, & ils ne peuvent ſouffrir que leurs Alliés trafiquent avec les ennemis de la Nation Angloiſe. Lorſqu'ils furent devenus ennemis de l'Eſpagne, ne voulurent-ils pas empêcher les villes d'Allemagne d'y envoyer des vaiſſeaux; eux qui n'agueres avoient trouvé mauvais que les Hollandois leurs alliés leur défendiſſent tout commerce avec ces mêmes Eſpagnols? Les Allemans ne furent pas les ſeuls qui s'oppoſerent à l'interdiction que l'Angleterre faiſoit de tout commerce avec ſes ennemis. Les Polonois ſe plaignirent auſſi par un Ambaſſadeur envoyé exprès, que l'Angleterre violoit le

Droit des Gens, en voulant leur ôter la liberté du Commerce, ſous prétexte de la guerre qu'elle avoit avec l'Eſpagne. Les Anglois ayant voulu, ſous prétexte de leurs guerres, empêcher le Commerce des Danois, cela fit naître entre ces deux Peuples une guerre qui ne finit pas heureuſement pour les Anglois ; car les Danois leur impoſerent un tribut, appellé le *Denier Danois*, dont le nom ſubſiſta, après même que la raiſon du tribut eût été changée. La France ſur-tout, qui a toujours permis aux Peuples qui ſont en paix de commercer même avec les ennemis du Royaume, n'a jamais permis à l'Angleterre de reſtreindre ſon Commerce avec les ennemis de la Nation Angloiſe. Ainſi, lorſqu'après la paix de Vervins la Reine Eliſabeth continuant la guerre avec l'Eſpagne pria le Roi de France de permettre qu'elle fit viſiter les vaiſſeaux Françoiſ qui alloient en Eſpagne, ce Prince la refuſa, par la raiſon que ce ſeroit une occaſion de favoriſer le pillage & de troubler le commerce. Pourquoi la France ne jouiroit-elle point

de la liberté qu'elle accorde aux autres Nations ? La guerre n'eſt-elle pas toujours aſſez féconde en malheurs ; & n'eſt-ce pas aſſez qu'elle coupe les canaux du Commerce qui ſe fait entre les Nations belligérantes, ſans que les Nations neutres ou alliées des deux côtés ſouffrent de cette interruption ? La France moins vive que l'Angleterre ſur ſes intérêts, & par-là plus généreuſe, plus noble dans ſes ſentimens, permet preſque l'entrée de ſes ports à ceux-mêmes avec qui elle eſt en guerre, voulant d'un côté réparer les maux qu'elle fait de l'autre.

Voilà donc, Monſieur, à quoi ont abbouti tant de manœuvres ſourdes & obſcures que le tems a miſes au grand jour, tant d'alliances violées, tant de guerres injuſtement entrepriſes de la part de l'Angleterre. Cette Nation a toujours eu en vûe de fortifier ſon Commerce des débris de celui des autres Nations, & principalement de la Hollande. Mais ce n'eſt pas-là que s'arrête le cours des injuſtices dont la République a droit de ſe plaindre. Suivez-moi, je vous prie, & ſoutenez

une attention, que fatiguera ſans doute le récit d'injuſtices encore plus criantes que celles dont je vous ai juſqu'ici entretenu.

Les Algériens, ces Pirates & Ecumeurs de mer, dont toute la Chrétienté devroit purger la Méditerranée & l'Océan qu'ils infeſtent par leurs brigandages, ont toujours trouvé grace aux yeux des Anglois, toutes les fois qu'ils ont pû nuire au Commerce des Hollandois. Tandis que la Grande-Bretagne s'eſt jouée de la foi des Traités conclus entr'elle & la Hollande, elle s'eſt montrée dans toutes les occaſions plus que religieuſe obſervatrice de ceux qu'elle a ſignés avec Alger. J'en ſais bien la raiſon ; c'eſt qu'il importe extrêmement aux Anglois que les Algériens troublent le Commerce des autres Puiſſances Chrétiennes, tandis que ces Corſaires reſpectent le leur.

Je vais ſans doute étonner votre religion ! Pendant que la Guerre étoit allumée entre les deux Puiſſances maritimes, les Anglois firent non-ſeulement la paix, mais même un Traité d'Alliance avec les Algériens, quoi-

qu'ennemis mortels du Nom Chrétien ; en vertu duquel il fut permis à ces Corſaires de ſe réfugier avec leurs propres Vaiſſeaux, & ceux qu'ils auroient enlevés, dans les Ports d'Irlande, où ils trouveroient un azile aſſuré, ſoit pour radouber leurs Vaiſſeaux, ſoit pour prendre toute ſorte de proviſions, afin de continuer leurs rapines. Les Anglois, en vertu du Traité d'alliance fait avec les Algériens, eurent bientôt la ſatisfaction de voir fondre ſur les Hollandois tout le mal que ces infidéles ſont capables de leur faire, lorſqu'on leur lâche la bride, & qu'au mépris du Nom Chrétien, ils ſont aidés par des Chrétiens mêmes pour faire la Guerre à des Chrétiens ennemis. Deux Vaiſſeaux, l'un Anglois & l'autre Turc, ayant rencontré près du Cap S. Vincent un Avanturier Zélandois, l'attaquèrent conjointement avec tant de fureur, que le plus grand nombre de l'équipage fut tué. Les Anglois, après s'être emparés de ce Vaiſſeau, livrèrent aux Turcs tous leurs confreres Proteſtans. Comme les loix de l'Europe proſcrivent l'eſcla-

vage parmi les Chrétiens, les Anglois ſe contentèrent du Navire enlevé & de ſa Cargaiſon pour la part qui leur revenoit de cette proye. Cependant ils conſentirent que le Nom Chrétien fût profané par des Mahometans, en leur abandonnant des Chrétiens, ſur qui ils puſſent venger le mépris de leur Secte. Par le droit rigoureux de la Guerre, les Anglois pouvoient ſans doute pouſſer l'inhumanité juſques-là : mais la Religion éplorée ne vit qu'avec indignation que ſon propre intérêt chez les Anglois cédoit à celui de leur Commerce. Ceci n'eſt qu'un trait d'impiété ; écoutez maintenant les injuſtices occaſionnées par les Algériens & commiſes par les Anglois.

Par l'article 21 du Traité de Breda, il fut expreſſément ſtipulé, qu'il ne ſeroit permis à aucun Armateur étranger de vendre ou de troquer dans les Ports de l'un des Contractans les priſes qu'il auroit faites ſur l'autre, ni de s'y radouber ou rétablir du dommage qu'il auroit ſouffert. Contre la teneur expreſſe dudit Traité, les Corſaires d'Alger, dont le Dey avoit

rompu la paix avec l'Etat, dans l'espérance de faire du butin, mouillèrent dans l'Isle de Wight & autres Ports du Royaume d'Angleterre. Cette liberté, qui leur fut accordée par les Anglois, parce qu'ils étoient Turcs, & qui leur eût certainement été refusée s'ils avoient été Chrétiens, leur facilita le moyen de croiser tantôt avec trois Vaisseaux devant le Texel, tantôt avec trois autres aux environs des bancs de la Flandre, & parconséquent de roder continuellement le long des Côtes de la République. Ce voisinage des Algériens, que les Anglois n'auroient pas dû favoriser, coûta aux Hollandois la perte de plusieurs de leurs Vaisseaux : sur quoi la République ayant porté ses plaintes au Gouvernement Anglois par son Ambassadeur, il ne crut pas devoir se brouiller avec les Algériens, pour rendre justice aux Hollandois.

Les Algériens eussent-ils été Chrétiens ; les Anglois, quoique leurs alliés, n'auroient point violé leur Traité avec eux, en leur refusant un azile, d'où ils pouvoient, avec autant d'in-

juſtice que d'impunité, inſulter aux Navires Hollandois. Tandis que, par le droit des Gens, ils pouvoient protéger les Hollandois leurs alliés, contre les Algériens leurs alliés, qui faiſoient une Guerre injuſte, ils ne ſe montroient pas ſeulement neutres. Les Chrétiens étoient toujours ſacrifiés aux Turcs. En voulez-vous une preuve ?

En 1704, leurs Hautes-Puiſſances envoyerent le Lieutenant-Amiral Kallenbourg, pour donner la chaſſe aux Corſaires d'Alger, qui, après avoir perfidement rompu la paix avec la République, avoient enlevé pluſieurs vaiſſeaux Hollandois, & flétri des fers de l'eſclavage tous les Matelots qu'ils y avoient trouvés. Il réunit ſa Flotte à celle de l'Amiral Rooke, qui croiſoit dans la Méditerranée. Le Vice-Amiral Waſſenaer eut le bonheur, après un combat fort opiniâtre, de s'emparer d'un vaiſſeau Algérien, qu'il conduiſit à la Flotte combinée, que le ſuſdit Amiral Rooke commandoit en Chef. Celui-ci, ſans aucun égard pour la neutralité, qu'il devoit au moins obſerver entre des Alliés en-

nemis les uns des autres, rendit non-seulement la liberté au Corsaire qui avoit été pris ; mais même pour prévenir que quelqu'un des vaisseaux Hollandois ne l'attaquât une seconde fois pendant son retour, il le fit escorter par un vaisseau de guerre Anglois, jusqu'à ce qu'il fût hors de la portée de la Flotte des Etats. C'est ainsi que, pour récompenser la Flotte Hollandoise, dont les forces navales n'avoient pas peu contribué à la prise de Gibraltar, l'Angleterre ne lui permit pas de poursuivre les perfides Algériens, & d'assurer le Commerce troublé de ses Marchands.

Ma plume, Mr, est enfin lasse de tracer cette longue suite d'injustices & de préférences indignes, que les Anglois ont toujours données aux Algériens sur les Hollandois. Peut-être trouveriez-vous que je passe les bornes de la Vérité, si je vous disois que les Hollandois sont redevables aux Anglois de ces diverses infractions de Traités, dont les Algériens se sont rendus coupables envers les Hollandois. Si cela n'est pas, du moins les

Anglois ont-ils mérité qu'on les en ſoupçonnât.

Souffrez, Mr, qu'avant de finir cette Lettre, qui n'eſt déja que trop longue, j'arrête encore un moment vos yeux ſur le tableau frappant des injuſtices dont les Anglois ſe ſont rendus coupables dans la dernière guerre envers les Hollandois. Le titre d'Allié n'y fut guere reſpecté. Quelle multitude immenſe de vaiſſeaux ne furent pas conduits dans les différens Ports d'Angleterre ! Une liſte complette de tous ces vaiſſeaux vous effrayeroit, Mr, & vous ne pourriez-vous empêcher de dire, quels plus grands maux les Anglois euſſent-ils faits aux Hollandois, s'ils euſſent été leurs ennemis ? Le ſouvenir en eſt encore tout ſanglant dans l'eſprit des Négocians & des Aſſureurs d'Amſterdam. Les faſtes de la Nation les porteront juſqu'à la poſtérité la plus reculée. Combien de banqueroutes occaſionnées, de ménages ruinés par ces pirateries des Anglois plus qu'Algériennes. Les vaiſſeaux Hollandois craignoient beaucoup moins la rencontre des Arma-

teurs François que celle des Armateurs Anglois. Du moins quelques traces d'humanité faiſoient pardonner aux premiers les maux néceſſaires que la guerre fait commettre, & que le tems force de diſſimuler. Si, ſur la demande des Etats-Généraux, quelques vaiſſeaux de la Nation ont été rendus, ce n'eſt qu'après bien des années conſumées dans des Procès portés aux différentes Amirautés, pendant leſquelles les vaiſſeaux ſe pouriſſoient dans les Ports, & leurs Cargaiſons s'endommageoient extrêmement. Outre cette perte déja conſidérable par elle-même, les propriétaires étoient encore condamnés à ſupporter les frais de la Juſtice, & à payer les Anglois qui avoient conduit & gardé pendant tout le tems les vaiſſeaux. Il eût beaucoup mieux valu pour les intéreſſés qu'on ne leur eût point rendu juſtice, puiſque cette juſtice leur impoſoit des frais, dont ils n'étoient point dédommagés par la reddition de leurs vaiſſeaux qui n'étoient bons qu'à brûler, & de leurs cargaiſons très-endommagées. En prenant les vaiſſeaux

Hollandois, ſous le prétexte ſpécieux qu'ils étoient chargés de Marchandiſes ennemies, les Anglois donnoient atteinte au huitiéme article du Traité de Commerce conclu à Londres en 1674, entre la Grande-Bretagne & la République de Hollande. Voici ce que porte ledit article : *Tout ce qui ſera trouvé être chargé dans les vaiſſeaux appartenans aux ſujets des Seigneurs Etats, ſera libre & inarrêtable ; quand même toute la cargaiſon, ou une partie d'icelle, appartiendroit en pleine propriété aux ennemis de Sa Majeſté, excepté les marchandiſes de contrebande.* Je ſuprime, Mr, des réflexions, où ma juſte indignation mettroit quelque choſe de trop vif, contre une Nation ſi reſpectable par tant d'endroits, & à qui l'on n'a preſque *rien à reprocher que ſes injuſtices envers les autres Nations, pour étendre ſon Commerce.*

Après tant de monumens de perfidies, de violations de Traités, de guerres injuſtement entrepriſes, qui dépoſeront à l'avenir contre les Anglois, vous ſerez ſans-doute ſurpris,

Mr, que les Hollandois ayent formé avec eux des engagemens si forts & si étroits, qu'il semble aujourd'hui qu'il ne soit plus en leur pouvoir de les rompre. Il ne m'appartient pas de lever d'une main téméraire le voile qui couvre les ressorts mystérieux qui font mouvoir les Etats. Mais je dirai d'après l'illustre Montesquieu, que les fautes que font les Hommes d'Etat ne sont pas toujours libres; que souvent ce sont des suites nécessaires de la situation où l'on est; & que les inconvéniens ont fait naître les inconvéniens. En effet la sagesse humaine, toûjours courte par quelque endroit, souvent se précipite, se confond par elle-même, s'enveloppe & s'embarrasse dans les propres subtilités, & ses précautions lui sont un piége. On ne sauroit citer aucune Nation (je n'excepte pas même celles qui sont renommées par leur sagesse & leur politique) à qui l'on ne puisse reprocher d'avoir fait de fausses démarches, que la prudence même semblait avoir dirigées; mais que l'événement a fait connoître pour ce qu'elles

étoient. C'eſt ainſi que Dieu régne ſur tous les Peuples. Il veut leur faire ſentir qu'ils ſont aſſujettis à une force majeure ; qu'ils font plus ou moins qu'ils ne penſent ; que leurs deſſeins ſont ſuivis d'effets imprévus ; que comme ils ne ſont point maîtres des diſpoſitions que les ſiécles paſſés ont miſes dans les affaires, ils ne peuvent auſſi prévoir le cours que prendra l'avenir, loin qu'ils le puiſſent forcer.

La Hollande ne s'eſt jettée entre les bras de l'Angleterre, que pour ſauver ſa Religion, & éviter l'oppreſſion tyrannique dont elle ſe croyoit menacée par la France. Qu'eſt-il arrivé ? Dans l'Angleterre Proteſtante elle a trouvé, comme il paroît par les faits que j'ai rapportés ci-deſſus, la plus cruelle ennemie de ſa Religion, & ſur-tout de ſon Commerce. Oui, Mr; ç'en eſt fait de la République, j'oſe dire même de toute l'Europe, ſi la France ſe trouve aujourd'hui impuiſſante à réprimer cette cupidité ſans bornes de l'Angleterre. Si cette fiere Nation, aſſerviſſant la mer par ſes Flottes impérieuſes, détruit le Commerce de la France,

usurpe sur elle le Canada & ses autres possessions en Amérique ; accrue du Commerce & des possessions de la France, croyez-vous, Mr, qu'elle se modérera elle-même ; qu'elle mettra un frein à son ambition ? L'ambition réconnoît-elle donc d'autres bornes que celles que lui prescrit une force étrangere ! Et si la force de la France, dont l'ame est le Commerce, succombe sous les efforts de l'Angleterre, quelle autre force l'Europe pourra-t-elle lui opposer ? Ce n'est pas précisément la France que l'Angleterre hait dans la France ; c'est son Commerce qui fait l'objet de l'envie de sa rivale. Elle le hait dans les autres Nations a mesure de l'étendue qu'il a ; d'où l'on peut inférer que toutes les Nations qui le cultivent, deviendront tour-à-tour ses ennemies. Comme la France lui pése plus qu'aucune autre Nation, elle profite cependant de l'aveuglement qui fascine encore les yeux de ses Alliés, pour détruire, s'il se peut, la Marine de France, & avec elle un des principaux ressorts de son Gouvernement. Délivrée une fois de la France, elle

tourneroit bientôt ſes forces maritimes contre les autres Nations. Conſternées & abattues par la terreur, ſtupides & comme dans le ſilence, elles n'oſeroient jetter alors des regards fixes ſur le Peuple Anglois ; & perdant le courage, elles iroient au devant des fers qu'il leur préſenteroit, & attendroient de ſa patience & de ſes baſſeſſes quelque délai aux miſéres dont elles ſe verroient menacées. Il eſt à croire que la France conjurera l'orage, & qu'elle fera rentrer l'Angleterre dans cet état d'abaiſſement où il eſt néceſſaire qu'elle ſoit réduite pour ne plus troubler l'Europe.

Le croiriez-vous, Mr ? La haine des ennemis de la France commence à s'affoiblir & à reculer devant les injuſtices Angloiſes. Si l'on excepte le petit peuple, qui n'entre preſque pour rien dans le Commerce de la République, les Négocians indignés des pertes qu'ils ont eſſuyées dans la derniére guerre, & que vraiſemblablement ils eſſuyeront encore dans la préſente, ne ſouhaitent rien tant que l'abaiſſement de l'Angleterre. Si j'en crois

crois les Nouvelles publiques, l'Angleterre a déja violé le respect qu'elle doit aux Pavillons Hollandois & Suédois. Sous prétexte de détruire le Commerce de la France, elle travaille toujours à détruire celui des autres Nations, soit neutres, soit alliées. Elles ont beau lui représenter que rien n'est plus conforme à l'équité naturelle, que de continuer avec la France son ennemie un Commerce très-lucratif pour elles, pourvu qu'elles n'exportent point dans ses ports des provisions de guerre & tout ce qui tend directement à la perpétuer. L'Angleterre s'est formé d'autres principes; auxquels elle veut les plier. Elle veut que, ministres de sa haine, instrumens serviles de sa grandeur, elles oublient leurs propres intérêts pour ne s'occuper que, des siens; & pour récompenser des services qu'elle exige d'elles, elle versera à pleines mains le mépris sur leurs bonnes qualités, & les opprimera sous un joug de fer. Quel malheur pour l'Europe qu'il y ait une Angleterre; s'il faut que, pour remplir sa haute destinée, l'Angleterre lui donne la loi!

Inutilement la France travaille à étouffer tous les germes de discorde : l'Angleterre a résolu la guerre, & sa fureur veut de ses étincelles embraser toute l'Europe. Pour droit elle n'allégue, & ne peut alléguer que la supériorité de ses forces navales. Par une politique digne de Hobbes & de Machiavel, elle s'imagine qu'il lui est permis de prévenir l'accroissement des forces maritimes de la France. C'est dans un avenir très-éloigné qu'elle va chercher à cette Puissance des crimes imaginaires, pour avoir droit de lui déclarer la guerre & de lui faire tout le mal possible. Elle compte si peu sur les raisons exposées dans les Mémoires de ses Commissaires, qu'on lui entend dire tous les jours, que la France trouvera en elle un ennemi plus craint, plus conjuré contr'elle, que les Annibal, les Mithridate le furent autrefois contre Rome, tandis qu'elle s'occupera du soin de former une Marine.

Il n'est pas douteux, Mr, que toutes ces raisons & autres, dont les bornes d'une lettre ne m'ont pas permis de faire mention, n'ayent été présentes à

l'eſprit de leurs Hautes-Puiſſances ; qu'elles n'en ayent fait ſouvent la matière de leurs délibérations publiques ; qu'elles n'ayent compris parfaitement que leur alliance avec l'Angleterre eſt d'autant plus onéreuſe pour la République, qu'elle l'engage dans des guerres ruineuſes qui troublent ſon Commerce, & dont elle ne tire d'autre utilité que celle d'aggrandir de plus en plus ſa rivale ; que cette barriere qu'elle a voulu mettre entr'elle & la France, lui devient extrêmement diſpendieuſe. Pourquoi donc, m'allez-vous dire, ne rompt-elle pas avec l'Angleterre une alliance qui lui eſt ſi préjudiciable ? Le dénouement de cette queſtion ſe trouve dans la crainte extrême que lui inſpire la France, de faire la conquête de ſes Etats & de bouleverſer ſa Religion. C'eſt, je l'avoue, offrir à la Religion un grand ſacrifice, que de le faire aux dépens de ſon propre Commerce. D'ailleurs, ſans inſiſter ſur le déſavantage, qui reviendroit à la France des conquêtes par leſquelles elle ſubjugueroit la Hollande, & en feroit une de ſes Provinces, puiſqu'aſſurément la Hollan-

de sans les Indes Orientales ne seroit bonne qu'à noyer. Je vais hazarder ici une réflexion, que j'ai empruntée de *l'Esprit des Loix*, & qui, plus je la médite, prend dans mon esprit un air de vérité. Il est à croire que se joignant à la modération naturelle du Prince, qui a toujours préféré le titre de *Pacificateur* à celui de *Triomphateur*, & qui certainement n'eût jamais combattu, si l'on n'eût pas irrité la victoire dans ses bras, elle n'aura pas peu contribué, trente ans après, à cette paix qu'il a donnée à ses ennemis, & dans laquelle on a vu un Roi victorieux rendre toutes ses conquêtes pour tenir sa parole, rétablir tous ses Alliés, & devenir l'Arbitre de l'Europe par son désintéressement plus encore que par ses victoires. La voici tirée du Chapitre VI *de l'Esprit des Loix Livre IX.* où l'on traite de la force défensive des Etats en général. » Pour qu'un Etat » soit dans sa force, il faut que sa » grandeur soit telle, qu'il y ait un » rapport de la vîtesse avec laquelle » on peut exécuter contre lui quelque » entreprise, & la promptitude qu'il

» peut employer pour la rendre vaine.
» Comme celui qui attaque peut d'a-
» bord paroître partout, il faut que
» celui qui défend puisse se montrer
» partout aussi, & parconséquent que
» l'étendue de l'Etat soit médiocre,
» afin qu'elle soit proportionnée au
» dégré de vîtesse que la Nature a
» donné aux Hommes pour se trans-
» porter d'un lieu à un autre..... La
» vraie puissance d'un Prince ne con-
» siste pas tant dans la facilité qu'il a
» à conquérir, que dans la difficulté
» qu'il y a à l'attaquer; &, si j'ose
» parler ainsi, dans l'immutabilité de
» sa condition. Mais l'aggrandissement
» des Etats leur fait montrer de nou-
» veaux côtés par où on peut les pren-
» dre. Ainsi, comme les Monarques
» doivent avoir de la sagesse pour au-
» gmenter leur puissance, ils ne doi-
» vent pas avoir moins de prudence
» afin de la borner. En faisant cesser
» les inconvéniens de la petitesse, il
» faut qu'ils ayent toujours l'œil sur
» les inconvéniens de la grandeur «.

Réfléchissez à votre tour, Mr, sur ce passage; & vous trouverez peut être

que les raiſons politiques qu'il renferme, ſont pour la Hollande une barriere beaucoup plus puiſſante contre la France, que celle que la République a obtenue par le Traité d'Utrecht. La Flandre ouverte de toutes parts pourroit-elle arrêter un Vainqueur en furie ? J'ai bien d'autres queſtions à examiner avec vous, comme la Souveraineté des Mers, cette ſource de tant d'injuſtices commiſes de la part des Anglois ; cette loi génante que l'Angleterre impoſe à tous les Peuples de l'Europe, de ne point faire de commerce avec la France ; ces incurſions inouïes, dans le ſein de la paix, ſur tous les Vaiſſeaux François. Si la matière par ſon abondance ne me force point à en faire un Livre, je la traiterai dans d'autres lettres. Vous ne tarderez pas d'être inſtruit du parti que j'aurai pris.

FIN.

&c.
u'il renfer-
une bar-
nte contre
République-
d'Utrecht.
outes parts
nqueur en
questions à
ne la Sou-
source de
de la part
nante que
les Peu-
at faire de
ces incur-
le la paix,
ois. Si la
ce ne me
vre, je la
. Vous ne
du parti